

Travail



Bureau
international
du Travail

Genève

LE MAGAZINE DE L'OIT - N° 74, Mai 2012



Un meilleur départ
pour les jeunes

Le magazine *Travail* est publié trois fois par an par le Département de la communication et de l'information publique de l'OIT, à Genève. Aussi publié en anglais, arabe, chinois, espagnol, finnois, hindi, japonais et norvégien. Ce magazine est distribué à titre gracieux.

RÉDACTEUR

Hans von Rohland

ÉDITION ESPAGNOLE

Réalisée avec le concours du Bureau de l'OIT à Madrid

UNITÉ DE PRODUCTION

Rita Cassaro, Iselin Danbolt,
Martine Jacquinod, Corine Luchini

RECHERCHE PHOTO

Marcel Crozet

GRAPHISME

Enzo Fortarezza, MDP, OIT Turin

COUVERTURE

Nova Development Corporation,
Enzo Fortarezza, MDP, OIT Turin

COMITÉ DE RÉDACTION

Thomas Netter (président), Charlotte Beauchamp,
Corinne Perthuis, Hans von Rohland

Ce magazine ne constitue pas un document officiel de l'Organisation internationale du Travail. Les opinions exprimées ici ne reflètent pas nécessairement les vues de l'OIT. Les désignations utilisées n'impliquent de la part de l'OIT aucune prise de position quant au statut juridique de tel ou tel pays, zone ou territoire, ou de ses autorités, ni quant au tracé de ses frontières.

La mention ou la non-mention de telle ou telle entreprise ou de tel ou tel produit ou procédé commercial n'implique de la part de l'OIT aucune appréciation favorable ou défavorable.

Les textes et les photos de l'OIT peuvent être librement reproduits, à condition d'en mentionner la source. L'envoi d'un justificatif serait apprécié.

Toute correspondance doit être adressée au
Département de la communication

et de l'information publique de l'OIT,

CH-1211 Genève 22.

Tél. +4122/799-7912

Fax +4122/799-8577

Courriel: ilo_magazine@ilo.org

www.ilo.org/communication

Imprimé par: OIT Turin

ISSN 1020-0010

A la poursuite de la justice sociale

Cette année, le 7 mai marque le 80^e anniversaire de la mort d'Albert Thomas en 1932. Après les ravages d'un conflit mondial, le premier Directeur de l'OIT (1919-1932) soutenait que «les questions économiques et sociales étaient indissolublement liées et que la reconstruction économique ne serait solide et durable que basée sur la justice sociale».

A cette fin, Albert Thomas a créé, à partir d'un petit groupe de fonctionnaires abrités dans une résidence privée, à Londres en 1920, une institution d'envergure planétaire. Sous sa direction, le parlement mondial du travail de l'OIT, la Conférence internationale du Travail, a adopté 33 conventions internationales couvrant des questions fondamentales comme la durée du travail, l'âge minimum, l'assurance santé, la protection de la maternité, le chômage, le droit d'association, la protection contre les accidents du travail, le salaire minimum et le travail forcé.

Mais Albert Thomas était tout à fait conscient des limites des engagements écrits, même énoncés par une convention. «Ce qui compte dans le monde d'aujourd'hui, c'est que des solutions de cette nature s'imposent par l'esprit, qu'elles apparaissent réalistes et soient efficaces face à la crise...», a-t-il déclaré dans le contexte de la Grande dépression.

C'est son goût du concret qui l'a conduit à s'aventurer sur le terrain, pour observer les réalités et aller à la rencontre des gens. A une époque où l'avion n'était pas encore un moyen de transport très répandu, il a beaucoup voyagé aux Amériques, en Russie, en Chine, au Japon, pour ne rien dire de la plupart des pays d'Europe. Il a visité des usines, est descendu dans les mines, a interrogé les propriétaires et les travailleurs.

«Si je m'implique moi-même dans l'étude des réalités nationales, a-t-il expliqué, c'est pour m'imprégner de tout ce qui peut servir la réalisation d'un idéal commun.» En ce sens, il était un véritable disciple de ce que l'on appellerait aujourd'hui la mondialisation, c'est-à-dire l'universalité au service du progrès social.



S'adressant à la Conférence internationale du Travail en 1933, Harold Butler, le successeur d'Albert Thomas, a fait référence au « progrès des conditions sociales, à la préservation des droits humains individuels, et à la poursuite de la justice sociale... C'est sur cette base qu'il a réussi à créer une tradition dont nous sommes les héritiers... Le meilleur hommage que nous puissions rendre à son action est de préserver et renforcer cette tradition. »

Les dirigeants suivants de l'OIT ont repris cet héritage, y compris l'actuel Directeur général, Juan Somavia, quand il a plaidé pour une nouvelle ère de justice sociale fondée sur le travail décent – dans le contexte d'une autre crise économique et sociale mondiale. ■

“ LES QUESTIONS ÉCONOMIQUES ET SOCIALES ÉTAIENT INDISSOLUBLEMENT LIÉES ET QUE LA RECONSTRUCTION ÉCONOMIQUE NE SERAIT SOLIDE ET DURABLE QUE BASÉE SUR LA JUSTICE SOCIALE ”

NOTE A NOS LECTEURS

Le paysage médiatique évolue rapidement et le Département de la communication de l'OIT veut utiliser pleinement les plateformes numériques pour servir au mieux son lectorat actuel et toucher de nouveaux publics, y compris les jeunes. Nous espérons que cela nous aidera à renforcer l'impact de l'offre d'actualités et d'informations de l'OIT. C'est pourquoi ce numéro du magazine *Travail* de l'OIT est le dernier que vous pourrez lire en version papier dans son format actuel. Le contenu des futures éditions sera mis à disposition sur le site public remanié de l'OIT. Nous prévoyons aussi de publier des éditions imprimées spéciales lors des grands événements de l'OIT.

Editorial

La crise de l'emploi des jeunes:

Par Juan Somavia, Directeur général de l'OIT

Les jeunes ont été très présents dans les manifestations qui se sont déroulées dans plus d'un millier de villes, touchant 82 pays à travers le monde, des événements qui se sont accélérés depuis le «printemps arabe».

Beaucoup de jeunes sont pessimistes et se sentent impuissants à changer leur situation. Ils s'interrogent: «Que vais-je devenir?», «N'y a-t-il aucune issue vers un meilleur avenir?»

Du point de vue du monde du travail, ce sont des questions légitimes mues par des peurs bien compréhensibles: à l'échelle mondiale, quatre chômeurs sur dix sont des jeunes, hommes ou femmes.

Dans certains pays, un jeune sur quatre est sans emploi. Le chômage des jeunes est trois fois plus élevé que celui des adultes – et dans certaines régions près de cinq fois supérieur. Dans certains cas, la situation des jeunes femmes est encore plus critique.

Le chômage n'est que l'une des dimensions du problème. Trop de jeunes gens sont relégués dans des situations d'informalité et des conditions de travail médiocres. Certains jeunes, découragés, mal formés, sans confiance en eux ni dans le système actuel, finissent par se détacher du marché du travail, avec des conséquences désastreuses pour leur développement personnel, leur famille et la société.

C'est une tendance inquiétante qui porte en elle le risque d'une génération perdue dans l'immédiat et la perte de confiance dans la capacité des systèmes à améliorer la vie des gens au fil du temps.

Avec une crise de l'emploi des jeunes d'ampleur inédite, aggravée par la crise financière et économique mondiale et la perspective d'une reprise lente, incertaine et inégale, chacun reconnaît qu'un point critique a été atteint.

Nous ne pouvons pas laisser les jeunes hommes et femmes abandonner ou croire que les seules perspectives qui s'offrent à eux les conduisent à mener une existence de travailleur pauvre, faite d'insécurité. L'énergie, la créativité et le dynamisme de la jeunesse sont indispensables pour forger un meilleur avenir pour tous – et nombreux sont les exemples où son potentiel peut être libéré si l'occasion lui en est offerte.

Toutefois, le chômage des jeunes fait partie d'une crise du monde du travail plus vaste.

Les modèles de croissance en vigueur ont progressivement montré leurs limites pour combler les déficits d'emploi et pour répondre convenablement aux aspirations des hommes et des femmes au travail décent. La signification du travail – «le travail n'est pas une marchandise» – a été grandement dévaluée: le creusement des inégalités, la raréfaction des débouchés et la baisse de la mobilité réduisent les possibilités d'obtenir une croissance durable riche en emplois décents.

Les défis de l'emploi et du travail décent doivent d'abord être relevés avec de nouvelles stratégies de croissance qui produisent de meilleurs résultats pour les populations: les politiques destinées à promouvoir l'emploi et le travail décent pour les jeunes doivent aussi être ancrées dans des stratégies de relance et de croissance riche d'emplois et qui n'excluent personne.



des pistes pour un avenir meilleur

L'enjeu de la jeunesse

Le défi qui est devant nous est surtout celui de la jeunesse: le monde va devoir créer 600 millions d'emplois au cours des dix prochaines années afin d'absorber les 400 millions de nouveaux arrivants sur le marché du travail, en plus des 200 millions qui sont déjà au chômage en 2012 – parmi lesquels 75 millions de jeunes.

Cela exige que l'on s'engage véritablement à investir dans la jeunesse, en déployant tous les efforts requis pour protéger les jeunes et les programmes qui favorisent leur éducation, leur emploi et la transition école-travail. Les jeunes démunis méritent d'avoir les mêmes chances que les autres et même de se voir offrir une seconde chance. Il convient de mettre en avant les pistes pour sortir de la crise de l'emploi des jeunes et s'acheminer vers le travail décent, des pistes adaptées au contexte qui aient fait la preuve de leur efficacité.

Cette approche combinerait des interventions macro et microéconomiques, gérant l'offre et la demande de main-d'œuvre, la quantité autant que la qualité de l'emploi.

Elle associerait des politiques actives du marché du travail à des mesures de protection sociale destinées aux jeunes, des formations nombreuses et de qualité pour répondre aux décalages de compétences; elle encouragerait l'esprit d'entreprise et la création d'entreprises chez les jeunes, l'application effective des normes internationales du travail et la défense des droits au travail. Sans oublier que les politiques qui fonctionnent pour les jeunes doivent aussi tenir compte de leurs perspectives – ce qui suppose que l'on fasse participer les jeunes et que l'on se mobilise à leurs côtés.

Ce plan d'action indique une priorité stratégique au niveau national, ainsi qu'un cap pour les initiatives régionales et internationales. C'est aussi un fondement solide sur lequel établir des partenariats multidimensionnels.

Il est temps d'agir

En juin 2012, la discussion de la Conférence internationale du Travail sur l'emploi des jeunes



va s'emparer de ces questions. Le rapport d'information «La crise de l'emploi des jeunes: il est temps d'agir»¹ présente les leçons tirées de l'expérience de nombreux pays depuis la dernière discussion de ce type en 2005 et la résolution² qui en était issue. Il propose aussi une gamme de solutions qui peuvent être appliquées dans divers contextes et pour différents groupes de jeunes.

Quelque 45 dialogues nationaux ont eu lieu en mars et avril 2012 qui aboutiront à un Forum sur l'emploi des jeunes à Genève (du 23 au 25 mai), organisé pour recueillir les témoignages directs des jeunes qui partageront leurs espoirs, leurs idées et leurs propositions pour le monde du travail de demain.

L'exigence du travail décent pour tous, de dignité et de justice sociale, a trouvé un écho dans toutes les régions. Il est temps de bâtir des économies et des sociétés où les jeunes gens peuvent trouver leur place, aujourd'hui comme demain. ■

¹ http://www.ilo.org/ilc/ILCSessions/101stSession/reports/reports-submitted/WCMS_176539/lang-fr/index.htm

² Résolution concernant l'emploi des jeunes, adoptée par la 93^e session de la Conférence internationale du Travail (Genève, juin 2005): <http://www.ilo.org/public/french/standards/reIm/ilc/ilc93/pdf/resolutions.pdf>

Sommaire

Mai 2012, N° 74



En couverture

8 Un meilleur départ pour les jeunes

Lors du dernier Forum économique mondial de Davos, en Suisse, le Directeur général de l'OIT a fait référence aux stratégies proemploi en faveur des jeunes qui devraient permettre de soutenir la consommation, relancer la demande, promouvoir la croissance et créer davantage d'emplois. Les articles suivants présentent quelques exemples d'initiatives réussies en faveur de l'emploi des jeunes à travers la planète.

- 8 La jeunesse arabe aspire à la justice sociale et au travail décent
- 11 Un mouvement naissant en faveur de l'emploi des jeunes au Kenya
- 13 Donner aux jeunes les qualifications adaptées aux emplois d'aujourd'hui
- 15 Etre à l'écoute des jeunes d'Amérique latine
- 17 Donner à la nouvelle génération d'Indonésiens les compétences et la confiance en soi pour trouver un travail décent

L'Organisation internationale du Travail (OIT), créée en 1919, groupe les gouvernements, les employeurs et les travailleurs de ses 183 Etats Membres dans une action commune pour l'avancement de la protection sociale et l'amélioration des conditions de vie et de travail partout dans le monde. Le Bureau international du Travail (BIT), à Genève, est le secrétariat permanent de l'Organisation.

Reportage photo



- 20** Kenya: découvrir l'évolution de la vie des enfants qui travaillent

Articles généraux



- 28** Les femmes: une ressource inexploitée
- 31** Travail décent et éducation: la combinaison gagnante
- 33** Au Sud-Liban, l'amertume du tabac cède la place à la fraîcheur de l'origan
- 35** Une coopérative kényenne vend des microassurances par téléphone

Nouvelles

- 38** Tendances mondiales de l'emploi 2012
Le monde confronté au défi de créer 600 millions d'emplois
- 41** Juan Somavia met l'accent sur l'emploi des jeunes



- 42** 15^e Réunion régionale Asie-Pacifique de l'OIT

Champs d'action

44



Médiathèque

46



En couverture

Un meilleur départ p

La jeunesse arabe aspire à la
justice sociale et au travail décent

“QUEL QUE SOIT LEUR
NIVEAU D'INSTRUCTION
OU DE REVENUS, TOUS
SONT ÉGALEMENT
AFFECTÉS PAR LE
CHÔMAGE”

our les jeunes



En 2011, le taux de chômage des jeunes dans le monde arabe a atteint une moyenne préoccupante de plus de 27,3 pour cent. Pour les jeunes femmes, le taux de chômage moyen de 41,1 pour cent est même pire et s'ajoute au fait que leur participation au marché du travail est déjà beaucoup plus faible que partout ailleurs dans le monde. Même lorsque les jeunes ont un emploi, leurs conditions de travail sont souvent médiocres, déplore M^{me} Dorothea Schmidt, spécialiste de l'emploi en Afrique du Nord à l'OIT.

Selon cette spécialiste de l'OIT, dans le monde arabe, les salaires sont bas, la protection sociale réduite, les contrats de travail rares et les perspectives de carrière limitées. «Il ne faut donc pas s'étonner de la colère de nombreux jeunes», conclut M^{me} Schmidt.

Pour les jeunes de la région, il semble très souvent que la réalité n'est pas à la hauteur de leurs attentes. «Quel que soit leur niveau d'instruction ou de revenus, tous sont également affectés par le chômage. Qui plus est, la couverture de sécurité sociale, y compris les dispositifs relatifs au chômage et à la retraite, n'existe souvent qu'au bénéfice des fonctionnaires. Si vous vous retrouvez au chômage, vous sombrez très vite dans la pauvreté», précise l'experte de l'OIT.

Le sentiment de frustration est exacerbé chez les jeunes par le fait que leurs parents ont investi beaucoup d'argent dans l'éducation de leurs enfants dans l'espoir de leur garantir un meilleur avenir.

Selon M^{me} Schmidt, les problèmes du marché du travail dans la région sont comparables, même si les pays se différencient à certains égards. Par exemple, en Tunisie, les jeunes ont bénéficié d'une instruction bien meilleure qu'en Egypte. De la même manière, la Tunisie a beaucoup plus progressé dans la lutte contre les discriminations à l'encontre des femmes sur le marché du travail que les autres pays de la région.





➤ Mais la situation générale en Tunisie pose encore beaucoup de problèmes. «La révolution a peut-être renversé le régime, mais elle n'a pas débarrassé la Tunisie du chômage, en particulier chez les jeunes diplômés. Un jeune sur trois est au chômage ici; ce chiffre de 30 pour cent est élevé et choquant pour un pays qui dispose d'une main-d'œuvre bien éduquée», explique-t-elle.

Un marché de l'emploi incapable d'absorber les jeunes

Chaque année, la Tunisie compte 20000 nouveaux arrivants sur un marché du travail qui ne peut pas les absorber. Paradoxalement, il est plus facile de trouver du travail si vous n'êtes pas diplômé du supérieur parce que la majorité des emplois sont créés par l'économie informelle, dans des secteurs à faibles qualifications comme l'agriculture ou le commerce. Mais ces emplois ne sont guère rémunérateurs et les conditions de travail peuvent s'avérer dangereuses.

Les personnes très instruites et hautement qualifiées ont des aspirations élevées lorsqu'elles sont diplômées de l'université – elles veulent un travail décent. Comme le précise Lassaad Labidi, directeur de l'Institut national du travail et des études sociales de Tunis, «Le grand défi, c'est de trouver du travail après avoir terminé ses études. Nos étudiants suivent les cours mais en ayant toujours à l'esprit une question lancinante: quels débouchés aurons-nous en fin de compte?»

En Egypte aussi, c'est l'économie informelle qui crée la plupart des nouveaux emplois.

«La création d'emplois est une priorité absolue pour les nouveaux gouvernements des deux pays mais tout ne se fera pas en un jour. Cependant, à

moyen terme, on pourrait déjà beaucoup avancer si l'on axait davantage la formation des jeunes sur les besoins des employeurs et des entreprises. A leur tour, les employeurs devraient améliorer les conditions de travail faites aux jeunes et leur attitude à leur égard», déclare M^{me} Schmidt.

Un autre point important soulevé par la spécialiste de l'OIT est que les politiques du marché du travail devraient veiller à ce que l'offre et la demande s'équilibrent. A cet égard, les services d'emploi, publics ou privés, doivent être renforcés pour remplir leur mission et faire coïncider les personnes qui cherchent du travail avec les emplois disponibles.

Enfin, «il faut encourager les jeunes entrepreneurs à créer leur propre entreprise. Les PME créent l'essentiel des emplois dans le monde actuel», dit-elle, ajoutant que le soutien du secteur privé, surtout pour le développement des micro et petites entreprises qui ont un fort potentiel d'offre d'emplois pour les jeunes, est crucial.

Les programmes de l'OIT visant à promouvoir l'emploi des jeunes s'étendent à de nombreux pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. Ils cherchent à améliorer la transition entre l'école et l'emploi, y compris par la formulation et la mise en œuvre de panoplies complètes de politiques actives du marché du travail qui ciblent les jeunes défavorisés. L'OIT soutient par ailleurs des réformes institutionnelles en vue d'améliorer la gouvernance du marché du travail.

En Afrique du Nord, ces programmes sont actuellement financés par le Canada, l'Espagne, les Etats-Unis, l'Italie et l'Union européenne. «En raison de l'ampleur du défi que représente le chômage des jeunes dans la région, nous sommes en train de chercher à étendre nos programmes en bâtissant des partenariats élargis», conclut Gianni Rosas, coordinateur du Programme de l'OIT pour l'emploi des jeunes.

Les projets impliquant l'Australie, le Danemark, la Finlande, la Norvège et la Suisse sont sur le point d'être finalisés. Leur approche intégrée permettra de s'attaquer au défi de l'emploi sous tous les angles: du côté de l'offre par l'intermédiaire de la formation qualifiante, du côté de la demande par la création d'emplois et par un processus de rapprochement entre demandeurs d'emploi et employeurs. Dans le même temps, les projets renforceront le dialogue social et la protection sociale et feront la promotion des normes internationales du travail. ■

Un mouvement naissant en faveur de l'emploi des jeunes au Kenya

En Afrique subsaharienne, des millions de jeunes travailleurs participent à des activités de survie, pour la plupart dans l'économie informelle. La journaliste Anne Holmes a effectué un reportage au Kenya, dans le deuxième plus grand bidonville africain où les coopératives et les emplois verts contribuent à relever le défi de l'emploi des jeunes. Avec l'appui de l'OIT, l'essor des coopératives est une priorité du plan d'action kényen en faveur de l'emploi des jeunes.

Au Kenya, les coopératives aident les jeunes à sortir de la misère. Elles ont créé des emplois grâce à des projets de potagers communautaires, de transformation des déchets en biocombustibles ou d'assainissement.

Victor Matioli, 34 ans, est l'un des bénéficiaires de ces projets. Dans la serre communautaire, il dispose déjà d'un projet qui crée des emplois pour les jeunes.

Il explique comment la ferme biologique de Youth Reform a vu le jour: «Depuis les violences postélectorales, nous avons commencé à cultiver. Nous avons eu l'idée de rassembler les jeunes et de les réadapter pour faire de belles choses.»

Au cours des violences qui ont suivi les élections il y a trois ans, les jeunes avaient arraché les rails du chemin de fer qui traverse Kibera, rendus furieux par le manque d'emplois et le chômage record. Des milliers de jeunes oisifs étaient descendus dans la rue pour saccager les commerces et brûler les logements de ceux qu'ils percevaient comme des privilégiés sur le plan économique.

A présent, les résidents ont reconstruit leur communauté et l'animation qui règne dans ce quartier informel ne résulte plus de la violence et des frustrations mais d'un travail productif. Sur la principale artère de Kibera, une entreprise de lavage de voitures déborde d'énergie. Gabriel Owino gère la coopérative qu'il a lancée avec un groupe d'amis il y a une dizaine d'années et supervise également un atelier de mécanique à proximité de la source.

«Ces personnes disposent de leurs propres qualifications pour travailler. Certains vont et viennent et trouvent de bons emplois», dit-il. «Ici, il y a des gens qui vont à l'école. Des gens qui ont des diplômes mais pas d'emploi. Alors nous essayons de nous occuper, dans les rues.»

Des toilettes volantes

Dans ces quartiers, l'un des principaux défis est l'absence de services d'assainissement adaptés. Des «toilettes volantes» – des sacs en polyuréthane utilisés pour faire ses besoins puis jetés sur le bas côté de la route – polluent le paysage; l'absence de systèmes d'égout appropriés fait que les latrines se bouchent et débordent par temps de pluie.

«A Kibera, le plus gros problème, ce sont les toilettes et les douches, dit M. Matioli, les gens n'en ont pas.» Cette lacune des services publics constitue l'un des gisements d'emplois les plus stables pour les résidents de Kibera qui ont décidé de prendre les choses en main.

L'Umande Trust, une organisation subventionnée par COOP Africa – le Programme régional de coopération technique du programme de l'OIT pour les coopératives – par l'intermédiaire de son Challenge Fund, est l'un des acteurs les plus innovants. Il emploie beaucoup de jeunes et de femmes pour construire et faire fonctionner ce qu'il appelle des «centres bio», des latrines publiques qui utilisent la biomasse générée par les déchets organiques pour chauffer l'eau des douches publiques. Le gaz est également vendu aux résidents locaux pour cuisiner.

«Nous considérons dorénavant les déchets organiques comme un investissement pour produire du biogaz; c'est une énergie propre. Nous sommes capables de l'exploiter et de garantir des services d'assainissement propres et dignes pour la communauté», déclare Paul Muchire, directeur de la communication d'Umande Trust. «Souvenez-vous qu'il s'agit de méthane, or le méthane est plus dangereux que le carbone; de ce fait, quand vous brûlez ce méthane, vous réduisez le niveau de nuisances pour l'environnement.»

L'Umande possède 50 centres similaires à travers tout le Kenya qui sont gérés par des groupes communautaires indépendants. La plupart d'entre eux sont situés dans les bidonvilles de Nairobi. 

➤ Un nouveau regard sur le monde existant

«Notre point de départ, c'est que Kibera dispose d'atouts – les gens vont à l'école, il y a une radio, des cybercafés, il y a internet», constate le gérant Josiah Omotto qui a fondé l'organisation avec un groupe d'amis en 2004. «Nous avons essayé de nous éloigner de la misère de Kibera, parce que si l'on considère les gens du point de vue de la pauvreté, on ne fait que perpétuer l'impuissance.»

M. Omotto explique que, depuis ces dix dernières années, l'accès à l'emploi repose sur le capital social. «Si vous connaissez quelqu'un, vous décrochez le job», ajoute-t-il. «Dans les zones à haut revenu, le chômage est très faible parce que les gens ont des contacts à la fois dans le secteur privé et dans le secteur public.»

Cependant, les résidents de Kibera et des autres bidonvilles de Nairobi sont largement exclus de ce secteur économique. Ils survivent en allant d'un

petit boulot à un autre, vendant de la nourriture sur des étals dans les rues ou des objets recyclés. Les revenus réguliers demeurent l'exception.

«A l'origine, Umande Trust veut dire naissant. Regarder le monde avec un œil neuf. Non pas recycler les idées du passé», précise M. Omotto. «Nous faisons vraiment œuvre de justice.»

Maria-Elena Chavez, directrice de l'Unité des coopératives à l'OIT ajoute: «Les adhérents de la coopérative d'épargne et de crédit (COOPEC) sont très impliqués et les coopératives ont apporté une contribution très visible à leur bien-être. Déambulant dans les rues de Kibera, les membres de la COOPEC sont fiers de nous montrer leur centre bio, leurs comptes et l'épargne qu'ils ont constituée; ils nous racontent comment leurs enfants ont pu aller à l'école parce qu'ils avaient eu accès à de petits prêts de la COOPEC pour acheter des uniformes scolaires. C'est un exemple très impressionnant de la façon dont les coopératives et les jeunes peuvent vraiment changer la vie des gens.» ■

PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT À HAUTE INTENSITÉ D'EMPLOI: DU TRAVAIL POUR LA JEUNESSE MALIENNE



Au Mali, 73 pour cent de la population économiquement active travaille dans l'économie informelle. Un tiers de ces travailleurs sont des jeunes qui ne trouvent des emplois qu'en zone rurale. Parmi les jeunes urbains, le chômage des jeunes est extrêmement élevé. Dans la capitale Bamako, il atteint 32 pour cent.

L'Agence malienne pour la promotion de l'emploi des jeunes met en œuvre un programme national en vue d'intégrer les jeunes sur le marché du travail grâce à des investissements à haute intensité de main-d'œuvre. Le programme est financé par le Fonds national pour l'emploi des jeunes qui est alimenté par une cotisation de 2 pour cent sur la masse salariale.

Le projet soutenu par l'OIT a créé 70 517 journées de travail depuis 2006. Il a directement contribué à l'intégration de nombreux jeunes travailleurs sur le marché rural du travail. Les emplois pour les jeunes vont de la vente de produits agricoles à la

maintenance de l'équipement agricole et au pavage des routes.

La formation à l'utilisation de techniques et matériels locaux fait partie du projet de formation professionnelle pour les jeunes à travers tout le pays. Les techniques à haut coefficient de main-d'œuvre du bâtiment ont été progressivement étendues à d'autres programmes d'investissement comme le Programme d'appui au secteur agricole, la Direction nationale des routes à Bamako, et au secteur privé.

Travaillant en partenariat avec l'Agence pour le développement des approches à haute intensité d'emploi et avec d'autres acteurs, l'OIT a permis aux communautés et administrations locales d'inclure ces approches dans leurs budgets nationaux et locaux. Le projet a été financé par le gouvernement du Mali et le Grand-Duché du Luxembourg.



Donner aux jeunes les **qualifications adaptées aux emplois** d'aujourd'hui

A une période où le chômage des jeunes atteint des niveaux alarmants, les gouvernements cherchent de toute urgence les moyens de faire face à la crise et de neutraliser la bombe à retardement d'une génération de plus en plus découragée et révoltée. Reportage du journaliste Patrick Moser.

Doter les jeunes hommes et femmes des qualifications dont ils ont besoin pour entrer sur le marché du travail est un élément crucial pour lutter contre le chômage qui touche environ 74,8 millions de jeunes dans le monde.

L'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP) peuvent jouer un rôle central pour préparer les jeunes au travail, mais les experts affirment que dans bien des cas ces programmes sont incapables de répondre aux besoins du marché du travail.

Pourtant, il est communément admis que l'établissement de passerelles solides entre le monde de l'apprentissage et celui du travail est une clé pour

garantir que les jeunes acquièrent les compétences exigées par le marché du travail. Les pays qui ont remporté un certain succès dans la création d'emplois pour les jeunes lient étroitement la formation professionnelle aux besoins du marché du travail.

Michael Axmann, un spécialiste des systèmes de développement des compétences à l'OIT, cite l'exemple de l'Allemagne qui vient de réformer son ancien «système dual» de formation qui associe l'apprentissage au sein des entreprises et la formation théorique dans les établissements scolaires.

A la fin des années 1990, une pénurie criante de qualifications dans le secteur informatique allemand avait entraîné la création d'un nouvel apprentissage conçu pour répondre aux besoins spécifiques du secteur et axé sur l'aide aux jeunes pour qu'ils planifient et mènent leur travail de façon indépendante. Dans l'informatique, l'apprentissage est devenu très populaire; il a facilité le processus de recrutement et a été le fer de lance d'un mouvement de réforme permettant d'accroître la flexibilité et la pertinence de ce «système dual».



▣ «La formation à elle seule ne crée jamais d'emplois»

Le spécialiste de l'OIT avertit cependant que «la formation à elle seule ne crée jamais d'emplois».

Selon M. Axmann, la formation en entreprise aide les jeunes gens à mettre un pied dans le monde du travail. En raison du manque d'expérience professionnelle, ce type de formation aide les jeunes et les employeurs à faire connaissance.

«Les lieux de travail offrent un environnement propice à l'apprentissage, à l'acquisition de savoir-faire sur les équipements modernes et de compétences générales – esprit d'équipe, communication et négociation – liées à l'expérience du monde réel. La formation en entreprise facilite le recrutement en permettant aux employeurs et à leurs futurs employés d'apprendre à se connaître, tandis que les stagiaires contribuent au chiffre d'affaires des organismes de formation», explique l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE) dans un récent rapport.

Le rapport de l'OCDE insiste sur le fait que «les possibilités de formation en entreprise sont aussi l'expression directe des besoins des employeurs qui sont les mieux à même d'offrir des débouchés dans les domaines où les qualifications font défaut».

Adapter les compétences aux emplois d'avenir

Dans tous les pays, les conséquences pour le développement des compétences sont considérables. La plupart des emplois qui seront créés au cours des vingt prochaines années n'existent pas aujourd'hui; pourtant l'essentiel de la main-d'œuvre de ces années est déjà en cours d'instruction ou de formation.

Le développement des compétences devrait jouer un rôle majeur dans la conversion des économies à l'utilisation d'énergies propres en créant de nouveaux «emplois verts». Plusieurs pays font déjà état de pénuries de compétences dans les énergies renouvelables et d'autres secteurs «verts». «Il existe un besoin impérieux de formation pour toute une

L'EMPLOI DES JEUNES EN SERBIE

En Serbie, le taux de chômage parmi les jeunes est trois fois supérieur à celui des adultes (respectivement 37,4 et 12,3 pour cent en 2010). Les jeunes les moins éduqués, les jeunes Roms, les jeunes déplacés et réfugiés, sont confrontés à des problèmes encore plus graves: sous-emploi, emplois précaires, mauvaises conditions de travail et travail dans le secteur informel de l'économie.

La politique et le plan d'action en faveur de l'emploi des jeunes (2009-2011) du pays mettent l'accent sur une croissance intensive en emploi, sur l'employabilité et l'insertion sur le marché du travail grâce à des mesures ciblées, et sur la gouvernance du marché de l'emploi des jeunes. Environ 3,9 millions de dollars, émanant de fonds publics et de donateurs et distribués par le fonds pour l'emploi des jeunes, ont appuyé la mise en œuvre de toute une série de mesures intégrées pour l'emploi des jeunes.

Les programmes actifs du marché du travail ont ciblé plus de 3500 jeunes démunis. La plupart de ces jeunes gens ont un faible niveau d'instruction (85 pour cent), sont au chômage de longue date (60 pour cent) et n'ont aucune expérience professionnelle (52 pour cent).

Les données produites par le gouvernement montrent que, parmi les jeunes bénéficiaires qui travaillent, pas moins de 85 pour cent occupent un emploi à plein temps. Plus de la moitié d'entre



eux travaillent dans l'entreprise où ils ont suivi leur formation (57 pour cent) et utilisent les compétences acquises grâce à la formation sur le tas (62 pour cent). Qui plus est, les salaires des participants au programme sont entre 10 et 20 pour cent au-dessus du salaire minimum légal.

L'OIT a collaboré avec les ministères de l'Economie et du Développement régional, du Travail et de la Politique sociale, et avec les partenaires sociaux, au développement et à l'application de la politique et du plan d'action en faveur de l'emploi des jeunes; à la création du Fonds pour l'emploi des jeunes; au développement d'objectifs et de cibles spécifiques à l'emploi des jeunes fondés sur l'expérience; à l'intégration du marché du travail, des services sociaux et de migration; et au renforcement des capacités du marché du travail.

série de compétences requises dans ces divers emplois afin que les économies puissent à la fois continuer à se 'verdir' et à réaliser le potentiel de croissance de l'emploi que recèle cette mutation», indique l'OIT dans un rapport à paraître sur les compétences et les emplois verts.

Dans bien des cas, il a fallu réformer les programmes de formation pour qu'ils répondent aux exigences du monde du travail actuel. «Cela implique souvent une refonte complète de la manière dont les compétences sont acquises. Plutôt que d'apprendre à mémoriser de grandes quantités de détails techniques, les étudiants

doivent apprendre à réfléchir dans des contextes fonctionnels et à adopter une approche analytique des problèmes», explique M. Axmann.

«Dans l'enseignement et la formation professionnels, nous avons trop longtemps incité nos étudiants à façonner leur cerveau comme un ordinateur doté d'un petit processeur et d'une vaste mémoire; or, ce dont ils ont vraiment besoin pour réussir dans le monde du travail aujourd'hui, c'est d'un cerveau avec un processeur beaucoup plus performant, les capacités de mémoire pouvant être largement réduites», conclut le spécialiste de l'OIT. ■

Etre à l'écoute des jeunes d'Amérique latine

«Il ne saurait y avoir de progrès social et économique durable sans que l'on relève le défi de la création de meilleures perspectives d'emploi pour les jeunes», a déclaré la directrice régionale de l'OIT pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Elizabeth Tinoco, aux participants du

Forum international «Emploi, jeunesse et gouvernance démocratique» à Lima, au Pérou, en décembre dernier. «Si la société ne crée pas d'emplois pour eux, les jeunes auront tendance à perdre confiance dans nos institutions démocratiques.»

En Amérique latine, quand un jeune trouve du travail, il s'agit très souvent d'un emploi dans le secteur informel – où travaillent 60 jeunes sur 100 de la région. La pénurie d'emplois disponibles pour les jeunes, ainsi que la piètre qualité de ces emplois, est source de frustration et de colère. En Amérique latine, près de 20 millions de jeunes gens ne sont ni scolarisés ni en formation et n'ont pas non plus de travail.

«Écoutons ce qu'ils ont à nous dire. Le chômage et le sous-emploi des jeunes nous ont empêché d'exploiter le potentiel de cette génération, la plus qualifiée et la mieux formée que nous ayons jamais eue. Les répercussions politiques sont aussi très



© M. Crozet/OIT

fortes parce que les jeunes sont descendus dans la rue pour demander des comptes aux démocraties. Ils veulent des débouchés. Écoutons ce qu'ils ont à dire et agissons en conséquence», a déclaré M^{me} Tinoco lors du forum.

Appel à une croissance tirée par l'emploi

Les participants se sont accordés pour dire que les problèmes d'emploi des jeunes sont structurels et exigent des politiques spécifiques pour y remédier. Le fait que le chômage des jeunes, le sous-emploi et l'informalité

demeurent élevés même lorsque la région améliore ses performances pour d'autres indicateurs du marché du





© M. Crozet/OIT

► travail montre que la croissance est nécessaire mais pas suffisante si elle n'est pas axée sur la création d'emplois.

Dans les pays d'Amérique latine, la question de l'emploi des jeunes figure déjà à l'agenda politique. Lors du forum,

SI LA SOCIÉTÉ NE CRÉE PAS D'EMPLOIS POUR EUX, LES JEUNES AURONT TENDANCE À PERDRE CONFIANCE DANS NOS INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES

des représentants des gouvernements, des organisations d'employeurs et des syndicats se sont mis d'accord sur l'importance de ne pas abandonner les jeunes à leur sort et sur le fait que des politiques spécifiques devaient contribuer à améliorer leur accès à des emplois décents quand ils se présentent sur le marché du travail.

L'OIT a récemment commencé à développer des plateformes régionales de coopération sur l'emploi des jeunes. Ces plateformes peuvent aider les pays à partager leurs connaissances, à suivre les progrès de la mise en œuvre des politiques et des programmes et à rassembler des expertises, y compris par le biais d'examen par les pairs et d'apprentissage mutuel. ■

SERVICES D'EMPLOI ET DE MIGRATION POUR LES JEUNES AU PÉROU

En dépit d'une expansion économique réelle lors de la décennie écoulée, deux chômeurs sur trois au Pérou étaient âgés de 15 à 29 ans en 2010. Quatre jeunes travailleurs sur cinq occupaient des emplois précaires et plus de la moitié (56 pour cent) des huit millions de jeunes Péruviens envisageaient de s'expatrier s'ils en avaient la possibilité.

Pour relever ces défis, le Pérou a initié une stratégie nationale et un plan d'action pour l'emploi des jeunes (2009-2012) qui s'attaquent aux problèmes de l'emploi et du sous-emploi des jeunes. Les activités menées dans le cadre du plan favorisent la création d'emplois, l'esprit d'entreprise et l'employabilité. La mise en œuvre est supervisée par une commission tripartite nationale incluant de jeunes représentants des organisations d'employeurs et de travailleurs.

Sur les 370 000 personnes concernées, plus de 260 000 jeunes démunis ont pu jusqu'à présent bénéficier des dispositions du plan. S'appuyant sur une enquête nationale montrant que plus de 75 pour cent des microentreprises gérées par des jeunes n'ont pas duré plus d'un an, le gouvernement a introduit une série de réformes institutionnelles.

Il s'agit de réduire la «paperasserie» et les coûts liés aux candidatures proposées par les services publics de l'emploi (SPE); d'instaurer un certificat unique et gratuit délivré par

un «guichet unique» qui regroupe tous les renseignements sur les jeunes candidats (certi joven); de moderniser les services d'orientation de carrière; d'établir un programme de formation (joven emprendedor) destiné aux jeunes entrepreneurs en plus d'un système d'information qui simplifie les études de marché; et de créer un service d'information et d'orientation pour les jeunes Péruviens expatriés et pour ceux qui prévoient d'émigrer (Infomigra). Certaines des mesures citées ont été intégrées dans la nouvelle politique nationale d'emploi qui incorpore l'emploi des jeunes.

L'OIT a travaillé en étroite collaboration avec le ministère du Travail et avec le Comité interministériel pour l'emploi en vue d'élaborer un plan d'action pour l'emploi des jeunes et de mettre en œuvre une politique nationale d'emploi. Les activités ont été soutenues par le Programme pour l'emploi et la migration des jeunes qui est financé à hauteur de trois millions de dollars par le Fonds espagnol pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement. Elles ont été mises en œuvre par le ministère du Travail, le ministère des Femmes et du Développement social, le secrétariat d'Etat à la Jeunesse et l'Institut national de statistique. L'assistance technique a été apportée par l'équipe de pays des Nations Unies qui réunit l'OIT, le FNUAP, le PNUD et l'OIM.

Donner à la **nouvelle génération d'Indonésiens** les compétences et la confiance en soi pour trouver un **travail décent**



Le Président Susilo Bambang Yudhoyono s'adressant à la 100^e Conférence internationale du Travail à Genève

En Indonésie, la nouvelle génération est créative, connectée, impliquée et désireuse de réussir. Mais aujourd'hui, trop nombreux sont ceux qui ne trouvent pas de travail décent. Plus de six jeunes travailleurs sur dix sont piégés dans les professions peu qualifiées et faiblement productives du secteur informel. Mais comme le montre le reportage effectué par le journaliste Eric May en Indonésie, où la création d'emplois pour les jeunes est devenue une priorité absolue, le changement est possible.

Wardah est étudiante à l'université; elle a suivi une formation aux compétences d'entrepreneur intitulée «Démarez votre entreprise» dans le cadre du Projet OIT EAST dans le Sud-Sulawesi, une région qui enregistre l'un des plus forts taux de chômage des jeunes de toute l'Indonésie.

Après la formation, Wardah a investi l'argent qu'elle avait économisé pour lancer sa propre affaire de services de téléphonie mobile. Elle a obtenu un retour sur investissement après deux mois d'activité et les affaires marchent

LA JEUNESSE PEUT APPORTER UNE CONTRIBUTION ESSENTIELLE À LA PROSPÉRITÉ GÉNÉRALE. NOUS DEVONS INVESTIR DAVANTAGE DANS LES SECTEURS QUI CRÉENT DES EMPLOIS POUR LES JEUNES

tellement bien pour Wardah qu'elle envisage d'ouvrir une plus grande boutique.

Wardah est l'une des milliers de jeunes qui ont bénéficié des activités menées par l'OIT et ses partenaires au sein du gouvernement indonésien, ainsi que par les associations d'employeurs et les syndicats du pays. En plus du financement des bailleurs internationaux, ils ont tous apporté une contribution essentielle pour améliorer la situation de l'emploi des jeunes en Indonésie.

Il y a dix ans, l'OIT a aidé à attirer l'attention sur le problème de l'emploi des jeunes en Indonésie et a apporté son appui aux responsables politiques pour concrétiser leurs priorités d'action. En 2002, l'Indonésie est devenue l'un des premiers pays à répondre aux Objectifs du Millénaire pour le développement des Nations Unies concernant l'emploi des jeunes, devenant ainsi un des chefs de file du Réseau pour l'emploi des jeunes des Nations Unies.

Le gouvernement indonésien, les organisations d'employeurs et les syndicats, avec le soutien de l'OIT et du gouvernement néerlandais, ont fait énormément pour que la situation de l'emploi des jeunes progresse en Indonésie. ➤



L'emploi des jeunes érigé en priorité nationale

En 2004, le «Plan d'action indonésien pour l'emploi des jeunes» a été élaboré en vue de relever le défi de l'emploi des jeunes. Aujourd'hui, c'est une priorité du Plan national de développement qui est mis en œuvre par un groupe de jeunes gens désignés par le ministère de la Planification et qui s'engagent à renforcer la coordination et l'action conjointe parmi les divers partenaires.

Au niveau national, le programme «Offres d'emploi pour les jeunes» a renforcé les capacités du gouvernement à formuler et mettre en œuvre des politiques et des programmes pour l'emploi des jeunes. Par exemple, des bureaux d'emploi ont été ouverts

pour donner aux jeunes demandeurs d'emploi des informations pratiques sur les carrières et les compétences de recherche d'emploi. Des salons de l'emploi ont été organisés afin d'aider les employeurs à rencontrer les jeunes demandeurs d'emploi.

Dans les provinces rurales de Java-Est, où les chômeurs sont bien plus nombreux que les emplois disponibles et les entrepreneurs rares, l'OIT et ses partenaires ont décidé que former les jeunes aux compétences d'auto-entrepreneurs pourrait être une approche viable.

L'idée a été reprise par le gouverneur provincial et chaque district scolaire a reçu pour instruction de l'appliquer. Plus de 2000 enseignants et médiateurs ont été formés aux méthodes d'enseignement des



compétences d'entrepreneur et de lancement d'entreprises dans les écoles professionnelles et les organismes de formation. Les enseignants ne sont pas seulement devenus de meilleurs professeurs d'entrepreneuriat mais aussi de meilleurs enseignants en général grâce à leurs compétences nouvellement acquises.

Le programme d'éducation et de formation qualifiante pour l'emploi des jeunes (EAST en anglais) est axé sur l'amélioration de la transition de l'école à la vie active dans six provinces; il vise des groupes spécifiques de jeunes démunis et leur procure une panoplie de services d'éducation et d'emploi, regroupant des programmes de «deuxième chance» pour les jeunes qui ont quitté l'école et d'orientation de carrière, des formations qualifiantes et d'entrepreneuriat et d'autres services.

Ainsi, plus de 4000 enfants sortis de l'école et confrontés au risque du travail des enfants ont été scolarisés ou ont reçu une éducation informelle; plus de 76 000 étudiants ont bénéficié de sessions régulières d'accompagnement. Environ 13 000 jeunes, qu'ils aillent à l'école ou non, ont été formés à l'entrepreneuriat et aux compétences professionnelles, grâce aux programmes «Démarez votre entreprise» et «Découvrir l'entreprise». Plus de 40 pour cent d'entre eux ont créé des microentreprises dans les six mois qui ont suivi la fin de leurs cours.

Des initiatives pionnières en faveur de l'emploi des jeunes

Plusieurs initiatives en faveur de l'emploi des jeunes ont été développées et pilotées en Indonésie. Par exemple, l'OIT a procédé à la mise au point d'une approche intégrée qui inclut l'identification des compétences demandées, puis à la mise en œuvre de programmes de formation fondés sur les compétences qui comprennent l'évaluation et la certification des compétences, ainsi qu'un soutien aux jeunes dans leur recherche d'emploi et leur placement.

Après le succès de l'initiative pilote, cette approche a été adoptée par le ministère de l'Éducation et appliquée au niveau national. De la même manière, le module de formation sur les droits au travail pour les jeunes a été révisé par les syndicats indonésiens afin de répondre au mieux aux réalités du pays. L'association des jeunes entrepreneurs s'est intéressée au climat commercial afin de soutenir les jeunes qui sont désireux de monter leur propre entreprise.

«Les vastes partenariats pour l'emploi des jeunes mis en place en Indonésie ont prouvé combien il peut être efficace d'agir conjointement pour relever le défi de l'emploi des jeunes. Ils prévoient une collaboration entre les écoles et les organismes de formation, les ministres du gouvernement, les partenaires sociaux et les organisations de jeunesse aux plans national et local. De la même manière, la coopération entre les diverses organisations internationales peut améliorer la cohérence politique et la coordination sur l'emploi des jeunes dans un pays», conclut Gianni Rosas, coordinateur du Programme de l'OIT pour l'emploi des jeunes. ■

Kenya

Découvrir l'évolution de la

Le Programme international de l'OIT pour l'abolition du travail des enfants (IPEC) a été créé en 1992 avec comme objectif global l'élimination progressive du travail des enfants. Opérationnel dans plus de 80 pays, l'IPEC est le plus grand programme en son genre dans le monde et le plus important programme opérationnel de l'OIT.

L'une des méthodes permettant d'identifier les changements durables survenant dans la vie des enfants qui ont bénéficié d'un projet sur le travail des enfants est l'étude rétrospective de suivi. Il s'agit d'une analyse rétrospective qui étudie un échantillon d'anciens bénéficiaires d'un projet pour recenser les changements qui sont intervenus dans leur vie et celle de leur famille après notre intervention. Les études rétrospectives de suivi ont lieu de un à huit ans après la fin du projet. Elles nous aident à comprendre ce qui marche, et dans quelles circonstances, dans la lutte contre le travail des enfants. Ces études produisent donc des données utiles pour toute future planification de programme, orientation politique ou prise de décision dans ce domaine.

Entre 2009 et 2011, l'IPEC a mené six études rétrospectives de suivi¹ des projets finalisés de l'IPEC grâce au Projet d'évaluation d'impact financé par le ministère américain du Travail. Les évaluations ont porté sur des enfants qui avaient été enrôlés par des forces armées ou des groupes armés en République démocratique du Congo et au Burundi, et sur des enfants autrefois employés dans l'agriculture ou le travail ambulancier (Maroc),

l'agriculture et la pêche (El Salvador), les plantations de canne à sucre et les mines (Philippines), l'exploitation sexuelle à des fins commerciales et le travail domestique (Paraguay) et l'agriculture (Kenya).

L'étude rétrospective de suivi au Kenya

Au Kenya, 252 anciens bénéficiaires d'un Projet assorti de délai (PAD) de soutien au Plan national d'action en vue de l'élimination des pires formes du travail des enfants ont été interviewés dans le cadre de l'étude rétrospective de suivi. Lancé en 2005, ce projet de l'IPEC comportait des interventions modèles pour renforcer l'enseignement primaire et la formation professionnelle, des campagnes de sensibilisation du grand public, l'émancipation économique et le renforcement des capacités des pouvoirs publics et des communautés. Avec l'appui technique de l'IPEC Genève, une agence locale de consultants ayant l'expérience du terrain et des études quantitatives s'est vu confier la responsabilité de conduire l'étude rétrospective de suivi et de préparer le rapport final.

Le photographe de l'OIT, Marcel Crozet², a voyagé avec l'équipe de l'étude rétrospective de suivi dans les régions rurales où le PAD avait été mis en œuvre, en prenant garde de ne pas interférer avec l'étude. Le travail de terrain de l'équipe supposait de retrouver d'anciens bénéficiaires et de réaliser un entretien avec eux à l'aide d'un questionnaire élaboré au préalable. Dans la majorité des cas, ces anciens bénéficiaires étaient des enfants employés dans l'agriculture.

¹ *Child Labour Impact Assessment Toolkit: Tracer Study Manual (Boîte à outils pour évaluer l'impact du travail des enfants: manuel pour les études rétrospectives de suivi)*. Programme international pour l'abolition du travail des enfants (IPEC), OIT, Genève, 2011.

² Le photographe a obtenu l'accord explicite des enfants et des jeunes gens pour les photographier. Son reportage photo donne des aperçus du processus rétrospectif de suivi, faisant le portrait de quelques anciens bénéficiaires du projet. Il convient de noter toutefois que les photographies ne sont pas nécessairement représentatives des conclusions de l'étude et que, sauf mention explicite, toutes les photos ne sont pas des portraits d'anciens bénéficiaires.

Reportage photo

vie des enfants qui travaillent

Busia est l'une des villes frontalières entre le Kenya et l'Ouganda. De gros camions empruntent ses rues poussiéreuses nuit et jour. Ce soi-disant «no man's land» entre les deux pays accueille en fait une foule de personnes – notamment des enfants – qui travaillent dans les secteurs formel et informel de l'économie. Le district de Busia était l'une des zones couvertes par l'étude rétrospective de suivi de l'OIT.

Toutes les photos: © M. Crozet/OIT

A Busia, beaucoup d'enfants sont orphelins ou vivent avec un handicap. Comme un grand nombre des chauffeurs de poids-lourds s'arrêtent pour passer la nuit à Busia, quelques filles vendent leur corps pour pouvoir se nourrir, parfois pour seulement 20 shillings kényens (soit 0,22 dollar E.-U.) qui leur permettront d'acheter une demi-bouteille de soda. Selon des travailleurs sociaux, plus de 500 travailleuses du sexe ont été identifiées dans cette région de Busia. Certaines des filles ont moins de 18 ans et toutes sont menacées d'être contaminées par le VIH.





A la sortie de Busia, on peut voir de nombreux enfants aider aux travaux agricoles. Cependant, comme la plupart d'entre eux vont à l'école les jours de la semaine, ils travaillent pour l'essentiel pendant le week-end.



La situation de ceux qu'on appelle les «enfants des rues» (ici sur l'aire de stationnement de Kisumu) est encore plus inquiétante. Des dizaines d'enfants passent le plus clair de leur temps à sniffer de la colle. Certains d'entre eux souffrent de maladies mentales, ce qui augmente encore le niveau de violence qui prévaut parmi eux.





De la même manière, beaucoup d'enfants sont impliqués dans le travail domestique, qu'ils aillent ou non à l'école, comme on peut le voir plus au sud, sur les rives du lac Victoria.



L'objectif de l'étude rétrospective de suivi de l'IPEC au Kenya était d'évaluer les changements intervenus dans la vie des enfants qui ont profité du projet de l'IPEC qui s'est achevé en 2009 et de mesurer l'influence du projet sur ces changements. Dans le district de Manyatta de Kisumu, l'enquêtrice de terrain Christine Abong'o (à droite) est assise auprès de la jeune Jackline Adhiambo, âgée de 22 ans, pour remplir le questionnaire.

Caroline Awuor (à droite), 19 ans et mère d'une petite fille, est une ancienne bénéficiaire du projet de l'IPEC. Ce projet lui a permis de changer de vie en lui donnant accès à la formation dont elle avait besoin pour devenir couturière. Elle est ici au côté de l'assistante de recherche Christine Abong'o.





Nous avons rencontré Elizabeth Akinyi sur le marché de Kisumu. Cette jeune femme de 22 ans a aussi bénéficié du soutien du projet de l'OIT qui lui a permis de se lancer dans la vente de sodas et de gâteaux faits maison dans sa boutique. Plusieurs années après avoir bénéficié de cet appui, les effets de l'intervention sont toujours visibles et permettent à Elizabeth de gagner sa vie.

L'exemple de Syrone montre tout autre chose. Le projet de l'IPEC lui a accordé une bourse et il a terminé sa scolarité secondaire jusqu'à être accepté à l'université Jomo Kenyatta pour suivre des études d'architecte paysagiste.



Joakim Ndorongo (gauche) et Kelvin Mwangi (droite) ont des parcours similaires. «J'ai traversé beaucoup de difficultés», se souvient Kelvin. «Les planteurs utilisent les enfants comme main-d'œuvre bon marché.»

Cependant, Joakim et Kelvin ont tous deux bénéficié de bourses couvrant leurs frais de scolarité. Parce qu'ils étaient d'excellents élèves, ils sont allés au lycée Kanunga. Plus tard, ils ont tous deux été admis à l'université Jomo Kenyatta. Kelvin suit des études scientifiques en chimie analytique et Joakim est étudiant en ingénierie mécanique. Ils ont pris la pose pour cette photo dans les plantations de café où ils avaient l'habitude de travailler lorsqu'ils étaient enfants.

Articles généraux

Les femmes:

une ressource inexploitée



© DR

Il y a quelques décennies encore, la plupart des pays bannissaient le travail des femmes dans les mines. Mais, au fil du temps, elles se sont frayé un chemin à travers ce territoire à dominante masculine, démontrant qu'elles possédaient toutes les qualités requises pour réussir. Reportage de Patrick Moser, journaliste en poste à Genève.

Quand Claudia Haney se rend 500 mètres sous terre dans la mine K + S Kali de Neuhoef-Ellers, dans l'État allemand de Hesse, elle force le respect des 300 hommes présents.

Cette grande femme mince, âgée de 33 ans, est la première femme d'Allemagne à diriger une mine.

Les mines ont longtemps été la chasse gardée des hommes, l'hostilité à l'encontre des femmes trouvant son illustration dans le mythe selon lequel la présence d'une femme provoquerait l'effondrement du puits de mine.

Mais, au fil des décennies, les femmes ont obtenu l'accès aux mines. Si elles ne représentent toujours qu'une minorité dans un secteur encore largement dominé par les hommes, leurs effectifs s'accroissent. C'est une bonne nouvelle non seulement pour les femmes, mais aussi pour l'industrie minière qui est confrontée à une grave pénurie de compétences.

En Australie, Gina Rinehart, héritière de mines, a transformé l'entreprise familiale pour faire d'une petite usine de prospection un groupe minier mondial et devenir par là même la femme la plus riche du pays.

En 2007, Cynthia Carroll fut la première femme nommée directrice générale d'un géant minier anglo-américain basé à Londres.

«Je n'avais jamais songé à la mine comme à un territoire interdit aux femmes», déclare Cornelia Holtzhausen, directrice générale de la compagnie anglo-américaine Kumba propriétaire de mines de fer à Thabazimbi, en Afrique du Sud. «J'ai grandi dans le milieu de la mine – le père de mon ami était métallurgiste dans une mine d'or – et j'ai toujours trouvé cela très stimulant», confie-t-elle.

Dans l'État minier du Queensland, en Australie, les pouvoirs publics ont lancé l'an dernier l'initiative «Les femmes portent le casque» afin d'encourager les filles à envisager des carrières qui sortent du commun comme la mine.

«Recruter des femmes est une solution gagnant-gagnant parce qu'elles représentent le plus vaste réservoir de talents à la disposition des employeurs qui doivent faire face à une pénurie de compétences», affirme la ministre des Femmes du Queensland, Karen Struthers. «Cette industrie a besoin de femmes. Ce n'est plus une question de choix. Faire carrière dans la mine doit être une réalité pour les femmes, pas une nouveauté.»

«La présence renforcée des femmes dans les industries non traditionnelles va contribuer à pallier le manque de compétences et permettre aux femmes et aux jeunes filles de prendre leur part au boom des matières premières que connaît le Queensland», précise M^{me} Struthers.

En Colombie britannique, au Canada, un emploi sur vingt se trouve dans l'industrie minière et la prospection, mais les femmes ne constituent que 16 pour cent de cette main-d'œuvre, et même à peine 5 pour cent des emplois de travailleurs manuels et de manœuvres d'équipement lourd, considérés comme non traditionnels pour les femmes.

Selon les prévisions du secteur de la prospection et de l'exploitation minières en Colombie britannique, il faudra près de 6000 employés supplémentaires d'ici à 2016; un groupe de travail étudiant la question a indiqué l'an dernier qu'il devenait crucial pour cette industrie de se tourner vers les femmes.

«Il est évident que ces défis ne sont pas l'apanage de la Colombie britannique», a déclaré l'équipe dans son rapport intitulé *Women: An unmined resource* (Les femmes: une ressource inexploitée). Par exemple, les compagnies privées opérant

« JE N'AVAIS JAMAIS SONGÉ À LA MINE COMME À UN TERRITOIRE INTERDIT AUX FEMMES »

en Australie et en Afrique du Sud, ainsi que les autorités locales, «concentrent à dessein leurs efforts et leurs ressources pour rendre l'industrie plus attrayante pour les femmes et les autres catégories minoritaires».

Pourtant, le rapport déplore le fait que l'industrie minière et sa culture restent dominées par les hommes, les femmes témoignant qu'elles sont exclues des activités sociales. Il mentionne aussi l'absence de femmes aux postes à responsabilité perpétuant la croyance qu'elles ne sont pas les égales des hommes.

Il y a quelques décennies seulement, les femmes étaient bannies du travail sous terre dans nombre de pays.

Sandra Collins fut l'une des premières femmes à étudier l'ingénierie minière dans le Queensland et la seconde à véritablement travailler dans ce secteur en Australie. Elle dirige aujourd'hui l'exploitation d'une grande mine de charbon dans le Queensland. Toutefois, dans les années 80, elle a dû combattre la législation qui empêchait les femmes de travailler dans les mines souterraines pour entamer une carrière de précurseur.

«C'est une relique qui date de l'époque (les années 1800) où la législation avait été conçue pour sortir les femmes et les enfants des mines», a-t-elle raconté à la chaîne de télévision australienne ABC. «Elle n'avait pas été modifiée et figurait toujours sur les tablettes.»

L'interdiction faite aux femmes de travailler sous terre remonte au milieu du XIX^e siècle. Un tollé populaire sur les conditions terribles régnant dans les mines britanniques, décrites dans un rapport de la commission royale, avait débouché sur l'adoption de la loi 1842 sur les mines qui interdisait aux femmes, ainsi qu'aux enfants de moins de dix ans, de travailler dans les mines. Cette pratique trouva également un écho dans la convention n° 45 de l'OIT, adoptée en 1935, qui interdit le travail sous terre pour les femmes. ►



▶ Cependant, dans les années qui ont suivi l'adoption de la convention n° 176 en 1995 – qui appelait les Etats Membres à élaborer et mettre en œuvre des politiques cohérentes en matière de santé et de sécurité dans les mines et recensait quelques mesures clés pour y parvenir –, l'OIT a demandé aux Etats Membres d'appliquer la convention n° 176 et d'envisager par conséquent de dénoncer la convention n° 45. Alors que la convention n° 45 s'efforçait de protéger les femmes en les excluant du travail de la mine, le principe de la convention n° 176 comprenait la prévention et la protection des hommes comme des femmes.

«L'accès doit être libre pour les deux sexes et complété par de solides normes en matière de santé et de sécurité au travail», déclare Martin Hahn, spécialiste du secteur minier au sein de l'OIT. «La convention n° 45 avait pour but, entre autres, de protéger les femmes contre les dangers considérables que recèlent les mines souterraines pour la sécurité physique et la santé. Une bonne partie du travail des mineurs exigeait une grande force physique que l'on n'attribuait généralement pas aux femmes. De nos jours, une forte proportion de l'activité des grandes mines est accomplie par des machines et les performances en matière de santé et de sécurité se sont considérablement améliorées dans les mines bien gérées», ajoute-t-il.

L'Association des mines et minerais d'Australie (AMMA) affirme que 86 de ses membres connaissent des pénuries de qualifications. Cette organisation patronale estime que recruter des femmes pourrait être très utile pour résoudre ce problème, tout en développant la formation des compétences essentielles et en autorisant davantage de mineurs étrangers à entrer dans le pays.

«Avec 92 pour cent des employeurs de l'AMMA qui disent vouloir employer plus de femmes et moins d'un travailleur sur cinq du secteur qui est actuellement une femme, d'immenses possibilités s'offrent aux femmes australiennes d'accomplir une carrière satisfaisante et durable dans le secteur minier», a déclaré le directeur général de l'association, Steve Knott, lors d'une conférence sur les mines en juin 2011.

«Traditionnellement, dans de nombreux pays, les mines se caractérisent par une forte culture machiste basée sur la prise de risque qui va à l'encontre des approches modernes de la santé et de la sécurité au travail», ajoute M. Hahn. «Puisque la culture du risque était favorisée par l'existence d'une main-d'œuvre très homogène, davantage de diversité devrait vraiment améliorer les choses.» ■



Travail décent et éducation: la combinaison gagnante

En 2003, l'Argentine fut l'un des premiers pays à intégrer le concept de travail décent dans son agenda national de développement. Depuis lors, plusieurs programmes gouvernementaux ont mis en pratique les différentes dimensions de l'agenda pour le travail décent. En 2004, l'Argentine et l'OIT se sont associées pour lancer le projet «Bâtir l'avenir grâce au travail décent» dont l'objectif est de promouvoir et développer la dignité au travail pour chacun. Un long chemin que l'on peut emprunter dès l'école primaire comme le montre cet article.

BUENOS AIRES – Matías observe depuis l'estrade et esquisse un sourire crispé. Face à lui, les regards de ses camarades de classe et d'autres élèves, mais aussi des professeurs, des directeurs d'école et des experts. Comme si cela ne suffisait pas à intimider un garçon de 13 ans, les ministres argentins du Travail et de l'Éducation viennent d'entrer dans la salle.

Mais Matías garde son calme et, discours en main, prend la parole avec enthousiasme et éloquence. «Nous voulons l'égalité des chances. Nous ne voulons plus que certains enfants puissent aller à l'école alors que d'autres se voient privés de ce droit», commence-t-il.

A ses côtés, Maira, 15 ans, attend inquiète. Quand vient son tour, elle ajoute: «Nous voulons des emplois décents pour nos parents afin que nous, les enfants, nous n'ayons plus à aller travailler.»

Puis arrive le tour d'un autre Matías, âgé de 20 ans, qui demande que «les écoles prennent conscience de la situation des enfants qui travaillent. A cette fin, nous proposons de mettre en place un système de tutorat. Les écoles ne peuvent fonctionner selon



un 'modèle unique'. Nous avons besoin d'une école qui nous intègre tous.»

Leurs propositions sont issues des conclusions d'une journée organisée sur le thème «Réflexion sur le travail décent à l'école» par les ministres du Travail et de l'Éducation d'Argentine. Plus de 600 élèves de 15 établissements du secondaire de la périphérie de Buenos Aires ont participé à cette initiative aux côtés des enseignants, des chefs d'établissement et des équipes des deux ministères.

La consigne était simple: les participants devaient réfléchir au lien entre école et travail, et plus précisément entre la scolarité et les métiers que les étudiants souhaitent exercer. Les plus hautes autorités nationales des domaines de l'éducation et du travail étaient présentes pour écouter leurs suggestions.

«Contrairement à ceux qui pensent que l'école 'se fourvoie' en abordant des thèmes comme l'éducation sexuelle, les dons d'organes ou le travail décent, nous croyons le contraire: lorsque l'école dispense un enseignement en matière d'éducation sexuelle et de travail décent, elle fait exactement ce qu'elle est censée faire», souligne Alberto Sileoni, ministre de l'Éducation.



► Le ministre du Travail, Carlos Tomada, reprend l'appel des jeunes à l'égalité des chances. «La recherche de cette égalité est un chemin que nous avons emprunté dès 2003. En plus des 5 millions d'emplois créés depuis lors, le projet 'Bâtir l'avenir grâce au travail décent' est un pari fondamental puisque nous devons non seulement créer des emplois mais aussi transmettre la culture et la valeur de la dignité au travail aux nouvelles générations.»

«Bâtir l'avenir grâce au travail décent»

Le projet «Bâtir l'avenir grâce au travail décent» auquel se réfère le ministre Tomada a vu le jour en 2004 grâce aux ministres du Travail et de l'Education et au Bureau de pays de l'OIT en Argentine. Son objectif était et demeure de promouvoir et diffuser la valeur du travail décent auprès de tous.

«Malgré des ressources limitées, apportées en partie par l'OIT mais pour l'essentiel par l'Etat argentin, le projet 'Bâtir l'avenir grâce au travail décent' a eu un retentissement social considérable. Son succès résulte sans nul doute de l'ambition de son objectif et de l'engagement des parties concernées», constate Marcelo Castro Fox, directeur du Bureau de l'OIT en Argentine.

Parmi les résultats de ce projet, on recense: la participation de 1000 enseignants à la formation intitulée «Explorer le travail décent»; la possibilité offerte à tous les enseignants en sciences sociales des collèges de participer au projet Trabajarte dans 21 centres de formation pédagogique; l'inscription des Principes et droits fondamentaux au travail et

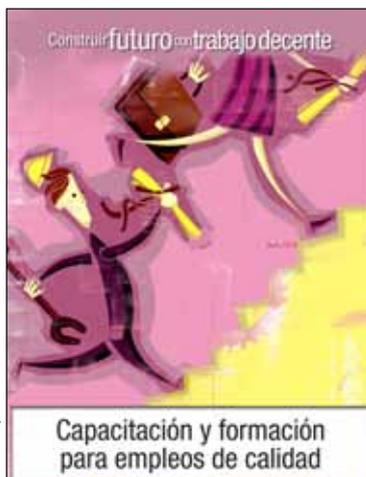
du concept de travail décent au programme des collèges grâce à une résolution du Conseil fédéral de l'éducation; la tenue d'un atelier régional de partage d'expériences où les initiateurs et les promoteurs du projet dans les pays de la région – Argentine, Brésil, Chili, Paraguay et Uruguay – ont pu comparer les directions prises par le programme dans chacun de leurs pays.

L'impact de ce projet se juge également à la satisfaction éprouvée par Matías lorsqu'il a entendu que le ministre reprenait ses propres mots dans son discours: «Les jeunes veulent une école qui accueille tout le monde. Ils ont utilisé un concept très frappant que je fais mien dorénavant, c'est qu'il n'existe pas de modèle unique pour l'école», a-t-il déclaré. «Chacun doit trouver sa place à l'école.

En d'autres termes, ce n'est pas à nous de nous adapter à l'école comme nous pouvons, c'est à l'école d'être la meilleure pour chacun d'entre nous.»

«Les jeunes accordent beaucoup de prix à la possibilité de venir ici pour rencontrer les autorités en face à face», indique l'un des professeurs qui accompagne les enfants. «Matías et ses camarades ont eu l'impression, à la fin de cette journée, qu'ils avaient pu s'exprimer en toute franchise et qu'on les avait écoutés.»

Cette journée de réflexion sur le travail décent à l'école était bien plus qu'une simple journée de débats et de réunions. Elle a donné une nouvelle illustration de la place essentielle que l'Argentine accorde au travail décent dans son développement économique et social. ■



© Technopolis



© Technopolis

Au Sud-Liban, l'amertume du tabac cède la place à la fraîcheur de l'origan



La promotion de la culture de l'origan fait partie d'un vaste plan de soutien lancé par l'OIT en 2008 en vue de contribuer au redressement socio-économique du Sud-Liban ravagé par la guerre. Reportage de Farah Dakhallah, du Bureau d'information et de liaison de l'OIT à Beyrouth.

Il n'y a pas si longtemps, la ferme d'Hassan Bazzi dans le sud du Liban se couvrait chaque été de luxuriants plants de tabac, aux feuilles vertes, denses et résistantes.

Mais le travail était dur, coûteux et pouvait être dangereux pour la santé. Ce que certains cultivateurs de la région avaient appelé la « plante de la persévérance » pour sa capacité à rapporter de l'argent et à survivre à des décennies de conflit était de plus en plus souvent dénommée « plante amère » en raison des problèmes soulevés par la culture du tabac.

« NOTRE MAISON A ÉTÉ SÉVÈREMENT ENDOMMAGÉE ET NOTRE RÉCOLTE A ÉTÉ BRÛLÉE PENDANT LA GUERRE, NOUS NOUS RÉJOUISSONS DONC DE L'ASSISTANCE DE L'OIT »

Les agriculteurs cherchaient une alternative et en ont trouvé une – avec l'aide de l'OIT. Aujourd'hui, la plupart des plantes amères ont disparu, remplacés par une herbe toute fraîche, plus facile et meilleur marché à faire pousser, qui accompagne même très bien toute une série d'aliments et de plats locaux, y compris le fameux condiment libanais *zataar*, un mélange d'herbes, de sumac, de graines de sésame et de sel. ➤

La production d'origan est le nouveau visage du développement de cette région: c'est une culture facile et économique, qui ne nuit à la santé de personne, au goût et à l'odeur agréables. La promotion de cette activité fait partie du plan global de soutien lancé par l'OIT et financé par le Fonds de redressement du Liban, en 2008, afin d'encourager la reprise socio-économique dans les régions du Sud-Liban affectées par la guerre de juillet 2006 avec Israël.

«Je voulais changer de voie depuis longtemps mais je ne connaissais aucune alternative viable jusqu'à ce que notre coopérative locale soit approchée par l'OIT pour la production d'origan», déclare Hassan.

Hassan a entrepris cette transition parce que, comparé à la culture du tabac, l'origan est une activité à bas coût, qui consomme moins d'eau et requiert moins d'efforts. Il peut aussi être plus rentable: les récoltes d'origan peuvent représenter une hausse du revenu annuel de 850 000 livres libanaises (566 dollars) par famille par rapport à celles du tabac.

Cependant, diversifier les cultures et assurer la vente de nouveaux produits tels que l'origan reste un défi.

Quelque 25 000 familles du Sud-Liban – environ 60 pour cent de la population locale – continuent de dépendre du secteur du tabac subventionné par l'Etat pour leurs moyens de subsistance. En raison d'une longue politique gouvernementale de soutien aux prix, le tabac est considéré par beaucoup de gens de la région comme une culture commerciale sûre – offrant au cultivateur moyen un revenu annuel équivalant à 2400 dollars.

Un impact économique et social terrible

Mais en plus des risques sanitaires bien connus liés à la consommation du tabac, la plante amère peut avoir des conséquences sociales et économiques terribles.

Une bonne partie du tabac dans le monde est cultivé grâce au travail des enfants et le Liban ne fait pas exception. Hassan, 41 ans, a lui-même

travaillé dès l'âge de 7 ans sur les 8 hectares de la plantation familiale de tabac. La culture du tabac est souvent une affaire de famille qui débouche sur la déscolarisation des enfants et la surexploitation des femmes. Plus d'un tiers des 100 000 enfants qui travaillent au Liban sont employés dans des plantations de tabac.

Travailler dans le secteur du tabac est une tâche à la fois très intensive et épuisante. Femmes, hommes et enfants endurent de longues heures de travail, courbés, exposés à la nicotine et aux pesticides.

Qui plus est, cultiver le tabac participe aussi à la dégradation de l'environnement: l'usage du bois pour le séchage contribue à la déforestation; les pesticides polluent les sols et les ressources en eau; l'énorme besoin d'irrigation épuise les réserves d'eau.

A côté de sa contribution à une économie plus respectueuse de l'environnement, le programme d'appui de l'OIT a aussi pour objectif d'aider les zones rurales du Sud-Liban à se redresser après le conflit de juillet 2006.

Par l'intermédiaire de 12 coopératives partenaires, l'OIT a formé plus de 110 producteurs dans 28 villages sur la façon de préparer les sols, de planter et de cultiver l'origan; elle a fourni les semences et les matériels d'irrigation. Les plants d'origan servent aussi de fleurs aromatiques pour les ruches des apiculteurs que soutient l'OIT aux alentours.

Parallèlement à la culture de l'origan, le programme de l'OIT apporte aussi son appui à la culture des olives, l'apiculture, le bétail et la pêche; à la formation qualifiante de personnes handicapées pour les aider à s'insérer dans la vie active; au renforcement des capacités des syndicats, des municipalités et des coopératives, et aux mécanismes de microcrédit.

«Notre maison a été sévèrement endommagée et notre récolte a été brûlée pendant la guerre, nous nous réjouissons donc de l'assistance de l'OIT. Dans un premier temps, nous avons planté 1 hectare d'origan à titre d'essai. J'en suis maintenant à ma troisième saison et je consacre la moitié de mon terrain – 4 hectares – entièrement à l'origan», dit Hassan. ■

KONDELE
CAR
PARKING
WASH

© M. Crozet/OIT

Une coopérative kényenne vend des micro-assurances par téléphone

La décision prise par les Nations Unies de déclarer 2012 Année internationale des coopératives permet d'attirer l'attention sur une nouvelle forme d'organisation commerciale, établie de longue date mais parfois ignorée. L'OIT considère les coopératives comme utiles pour améliorer les conditions de vie et de travail des hommes et des femmes dans le monde, ainsi que pour mettre à disposition des infrastructures et des services de base. Reportage d'Andrew Bibby, journaliste basé à Londres, depuis le Kenya où un assureur coopératif propose une assurance de base grâce à la technologie des téléphones portables.

Pour les commerçants des rues de Nairobi et des autres grandes villes du Kenya, il suffit de saisir le simple code *547# sur un téléphone portable pour bénéficier de la sécurité liée à la souscription d'une assurance de base – une couverture pour des risques comme la maladie et les accidents. Les primes peuvent être payées par des versements périodiques de seulement 20 shillings kényens (20 cents de dollar E.-U.) à la fois, effectués automatiquement grâce au système de transfert de fonds par téléphonie mobile.

L'assureur coopératif kényen CIC a introduit un dispositif permettant d'utiliser la technologie mobile à la fin de 2010; son directeur exécutif, Nelson Kuria, est enthousiaste quant aux opportunités ainsi offertes à la vaste majorité des Kényens qui n'ont aucune assurance du tout. Il souligne par ➤



© CIC



© M. Crozet/OIT

► exemple le fait que les 10 millions de personnes qui travaillent dans l'économie informelle, y compris certains des plus vulnérables et des moins aptes à faire face aux aléas, pourraient tirer un grand bénéfice de cet accès aux produits de micro-assurance. «Habituellement, leurs revenus fluctuent considérablement. Nous devons donc nous adapter à leur environnement», dit-il.

Ces dernières années, la microassurance a ouvert de nouvelles perspectives aux familles à bas revenus en leur permettant de se protéger contre les risques, ce qui a suscité un intérêt considérable à l'échelle mondiale. L'OIT a été en première ligne dans ce domaine, à travers le Fonds pour l'innovation en microassurance (qui fait partie du Programme finance et solidarité); la publication intitulée *Protéger les plus démunis: guide de la micro-assurance*, éditée par l'OIT en 2006, a été suivie plus récemment par une série d'études détaillées et de documents de recherche sur ce thème.

Dans le contexte kényen, comme le démontre la CIC, il est tout à fait logique de promouvoir et de fournir des produits de microassurance grâce à la technologie mobile. L'usage du téléphone cellulaire s'est intensifié rapidement ces dernières années, passant de 8 millions de téléphones en 2007 à 19 millions l'an dernier, dans un pays d'environ 40 millions d'habitants. La grande majorité des utilisateurs a dorénavant accès aux services électroniques de transfert de fonds mis en place par les opérateurs de téléphonie comme le dispositif M-Pesa (porte-monnaie électronique) de Safaricom. M-Pesa dispose maintenant de 14 millions d'adhérents et de 28 000 agents dans tout le pays.

«Cela correspond à un changement spectaculaire en termes d'accès aux services financiers», explique

Nelson Kuria, soulignant qu'un pourcentage très élevé de la population kényenne peut dorénavant, au moins en théorie, sortir d'une situation d'exclusion financière. Le service de sa propre compagnie qui utilise la plateforme M-Pesa a été dénommé M-Bima, ce qui signifie assurance mobile en kiswahili.

La coopérative d'assurance devient un acteur de premier plan

La CIC, qui est sous le contrôle du mouvement coopératif du Kenya, était au début quasiment insolvable et sa présence sur le marché de l'assurance kényen était insignifiante. Ces dernières années, elle est devenue un acteur majeur, le troisième sur plus d'une quarantaine de compagnies. L'encours de ses primes durant la dernière année financière a augmenté de 58 pour cent et son objectif stratégique, au moins selon Nelson Kuria, est de devenir le plus grand assureur d'ici à la fin de la décennie.

«Le potentiel est énorme. L'Afrique ne représente que 2 pour cent du total des primes d'assurance mondiales, dont 90 pour cent en Afrique du Sud. Au Kenya, la pénétration de l'assurance ne représente que 3 pour cent du PIB», constate Nelson Kuria. «Le problème, explique-t-il, est d'aider les gens à comprendre le rôle que peut jouer l'assurance pour protéger leur famille et leurs biens. Les personnes qui disposent d'un revenu faible n'ont tout simplement jamais eu accès à une assurance et ont généralement un niveau de connaissances financières faible», ajoute-t-il.

L'une des manières adoptées par la CIC pour changer cela est de travailler avec le Réseau des

coopératives d'épargne et de crédit du Kenya (les SACCO en anglais, une sorte de caisse de crédit). La CIC organise une couverture collective d'assurance vie pour les prêts qui est automatiquement incluse quand les membres de la SACCO empruntent de l'argent à la coopérative. La CIC dispose aussi d'une série de produits d'assurance pour les fermiers, qui les protège des dangers comme la sécheresse, les inondations et l'incendie.

Cependant, l'introduction du M-Bima peut permettre à la CIC d'étendre son champ d'action. «Nous devons innover et être créatifs pour trouver des réseaux de distribution non traditionnels», affirme Nelson Kuria. Il ajoute que l'an dernier la microassurance a contribué à hauteur de 600 millions de shillings kényens au total des primes de la CIC qui représentent 4,5 milliards de shillings. Parmi les offres actuelles de microassurance se trouve la Jamii Salama qui allie différents éléments de police d'assurance, y compris une assurance décès, funéraires et accidents conçue pour les familles. Les petits et microcommerçants se voient proposer la police appelée Biashara Salama, offrant une protection contre l'incendie et le vol, tandis que la CIC propose aussi un produit de micro-assurance conçu sur mesure pour les gardes de sécurité, le Jikingo.

Mettre l'assurance à la portée des gens au bas de l'échelle

Selon Nelson Kuria, la CIC s'est développée dans la microassurance en partie du fait de son engagement en tant que coopérative envers des objectifs tant sociaux qu'économiques. «Mettre l'assurance à la portée des gens qui sont au bas de l'échelle ne permet pas d'engranger des bénéfices à brève échéance et les autres courtiers en assurance ne s'y intéressent pas. Cela exige de lourds investissements en amont et les ressources capitalistiques sont rares», explique-t-il. Mais il est optimiste et pense qu'à terme le développement de la microassurance sera un succès. «A long terme, la microassurance est viable», persiste-t-il.

Lors du lancement de l'Année internationale des coopératives par l'ONU, Pauline Green, présidente de l'organisation faitière de l'Alliance internationale des coopératives (AIC), a déclaré que les coopératives étaient à la fois des entreprises à succès et des agents du progrès social.

«Depuis près de deux siècles, nous avons contribué à réduire les conflits, à instaurer de la cohésion communautaire, à renforcer les compétences et l'expertise, à développer le potentiel de gestion locale et à soutenir les femmes. Les coopératives ont été un acteur puissant pour intégrer la société civile dans le monde entier. Ce sont des entreprises qui ont un engagement social profond inscrit dans leurs gènes», souligne-t-elle. Les données publiées par l'AIC montrent que les 300 plus grandes entreprises coopératives génèrent à elles toutes plus de 1600 milliards de dollars, ce qui équivaut à la neuvième plus grande économie du monde.

Nelson Kuria considère qu'il est réellement possible de renforcer le secteur des entreprises coopératives mais à condition qu'elles restent fidèles à leur mission et à leur vision historiques. «Les coopératives ont été créées pour répondre à l'exploitation des plus démunis, au manque de débouchés et à leur exclusion. Elles offrent aux pauvres l'occasion de se regrouper et de gagner en autonomie et de jouer pleinement leur rôle dans la société. Pour les coopératives, la réussite commerciale est importante mais elles ne sont pas guidées par la seule recherche du profit. Nos objectifs sociaux et économiques se renforcent mutuellement et rendent notre modèle très puissant», affirme-t-il.

C'est cette philosophie qui a donné sa place actuelle à la CIC dans le secteur kényen de l'assurance et qui soutient son plan quinquennal stratégique de développement. L'organisation a récemment annoncé qu'elle envisageait de s'installer dans les pays africains voisins, à savoir le Malawi, le Rwanda, la Tanzanie et la nouvelle République du Sud-Soudan. ■



e l'emploi 2012

«Après trois années de crise chronique sur les marchés mondiaux du travail et dans la perspective d'une nouvelle détérioration de l'activité économique, le chômage accumulé touche 200 millions de personnes dans le monde», indique l'OIT dans son rapport annuel.

Le rapport indique également que plus de 400 millions de nouveaux emplois seront nécessaires au cours de la prochaine décennie pour absorber l'accroissement annuel de la main-d'œuvre estimé à 40 millions. Qui plus est, le monde est confronté à un défi supplémentaire, celui de créer des emplois décents pour quelque 900 millions de travailleurs qui vivent eux et leurs familles sous le seuil de pauvreté de 2 dollars par jour, essentiellement dans les pays en développement.

«Malgré les efforts considérables des gouvernements, la crise de l'emploi ne connaît pas de répit: un travailleur sur trois dans le monde – soit 1,1 milliard de personnes environ – est au chômage ou vit dans la misère», a déploré le Directeur général de l'OIT, Juan Somavia, lors du lancement du rapport. «Ce qu'il faut, c'est que la création d'emplois dans l'économie réelle devienne notre priorité numéro un.»

Le rapport constate que le redressement amorcé en 2009 n'a pas eu l'effet escompté et qu'il reste 27 millions de chômeurs de plus qu'au début de la crise. Le fait que les économies ne génèrent pas suffisamment d'emploi se répercute sur le ratio emploi-population (la proportion de la population en âge de travailler qui occupe effectivement un emploi) qui a subi la plus forte chute jamais enregistrée entre 2007 et 2010 (de 61,2 à 60,2 pour cent).

Dans le même temps, la main-d'œuvre compte près de 29 millions de personnes en moins qu'attendu selon les tendances d'avant la crise. Si ces travailleurs découragés² étaient comptabilisés comme chômeurs, le chômage mondial ferait alors un bond, passant de l'actuel chiffre de 197 millions à 225 millions, et le taux de chômage augmenterait de 6 à 6,9 pour cent.



© A. Mirza/OIT

Le rapport décrit trois scénarios pour l'évolution de la situation de l'emploi. La projection de base montre un surcroît de 3 millions de chômeurs pour 2012 et une hausse jusqu'à 206 millions d'ici à 2016. Si le taux de la croissance mondiale tombe au-dessous de 2 pour cent, alors le chômage atteindra 204 millions en 2012. Dans un scénario moins dramatique, tablant sur une résolution rapide de la crise de la dette dans la zone euro, le chômage mondial baisserait d'environ 1 million en 2012.

Les jeunes gens continuent de figurer parmi les personnes les plus durement frappées par la crise de l'emploi. A l'aune de la tendance actuelle, le rapport indique qu'il y a peu d'espoir de voir leurs perspectives d'emploi s'améliorer de manière substantielle à court terme.

Les *Tendances mondiales de l'emploi 2012* montrent que 74,8 millions de jeunes âgés de 15 à 24 ans étaient au chômage en 2011, soit une hausse de plus de 4 millions depuis 2007. Le rapport ajoute qu'à l'échelle mondiale les jeunes ont un risque trois fois plus élevé que les adultes de se retrouver sans emploi. Le taux mondial du chômage des jeunes, de 12,7 pour cent, demeure un point de pourcentage au-dessus du niveau d'avant la crise.

«Ces derniers chiffres témoignent du creusement des inégalités et de l'exclusion persistante que



¹ *Tendances mondiales de l'emploi 2012: prévenir une aggravation de la crise de l'emploi* (en anglais), ISBN 978-92-2-124924-5, Organisation internationale du Travail, Genève, 2012.

² Une personne qui décide de cesser de chercher du travail parce qu'elle estime n'avoir aucune chance de trouver un emploi est considérée comme économiquement inactive (c'est-à-dire hors de la main-d'œuvre) et n'est donc pas comptabilisée parmi les chômeurs. Cela vaut aussi pour les jeunes gens qui choisissent de poursuivre leurs études plus longtemps qu'ils ne l'avaient espéré et attendent pour chercher du travail parce qu'ils pressentent un manque de débouchés.

subissent des millions de travailleurs et leurs familles», a déclaré M. Somavia. «La sortie ou non de cette crise dépendra en fin de compte de l'efficacité des politiques mises en place par les gouvernements. Or ces politiques ne seront efficaces que si elles ont un impact positif sur la vie des gens.»

Le rapport plaide en faveur de mesures ciblées pour soutenir la croissance de l'emploi dans l'économie réelle et avertit que de nouvelles mesures d'aide publique ne suffiront pas à forger une reprise durable.

«Les responsables politiques doivent agir de manière déterminée et coordonnée pour réduire les craintes et les doutes qui freinent les investissements privés afin que le secteur privé puisse relancer le principal moteur de la création mondiale d'emplois», indique le rapport.

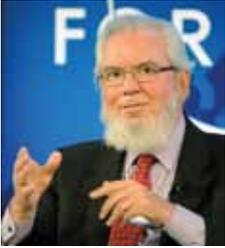
Il prévient aussi qu'en période d'essoufflement de la demande une nouvelle relance est utile et peut être conduite sans mettre en péril la stabilité des finances publiques. Le rapport préconise que les efforts d'assainissement budgétaire soient menés de manière socialement responsable, avec comme principaux objectifs les perspectives de croissance et d'emploi. ■

³ L'emploi vulnérable est défini comme la somme des travailleurs à leur propre compte et des travailleurs familiaux non rémunérés.

Les principaux enseignements du rapport:

- Le rythme de la réduction du nombre de travailleurs pauvres a connu un ralentissement marqué. Près de 30 pour cent des travailleurs dans le monde – plus de 900 millions de personnes – vivaient avec leur famille sous le seuil de pauvreté de 2 dollars par jour en 2011, soit environ 55 millions de plus que prévu par les tendances d'avant la crise. Sur les 900 millions de travailleurs pauvres, près de la moitié vivait au-dessous du seuil d'extrême pauvreté de 1,25 dollar.
- En 2011, le nombre de travailleurs occupant un emploi vulnérable³ dans le monde était estimé à 1,52 milliard, soit une hausse de 136 millions depuis 2000 et de près de 23 millions depuis 2009.
- Parmi les femmes, 50,5 pour cent occupaient un emploi vulnérable, un taux qui dépassait la proportion constatée chez les hommes (48,2).
- Des conditions économiques favorables ont dopé les taux de création d'emplois au-delà de la croissance de la main-d'œuvre, soutenant ainsi la demande intérieure, surtout dans les grandes économies émergentes d'Amérique latine et d'Asie de l'Est.
- Le différentiel de productivité du travail entre les pays développés et le monde en développement – un indicateur important pour mesurer la convergence des niveaux de revenus entre les pays – s'est réduit au cours des vingt dernières années, mais demeure substantiel: en 2011, la production par travailleur dans les économies développées et l'Union européenne équivalait à 72 900 dollars contre une moyenne de 13 600 dollars dans les régions en développement.





© WEF

Juan Somavia met l'accent sur l'emploi des jeunes

Lors du récent Forum économique mondial de Davos, le Directeur général de l'OIT, Juan Somavia, a plaidé pour l'adoption d'un nouveau paradigme politique afin de promouvoir une croissance inclusive et riche en emplois pour près de 75 millions de jeunes chômeurs, âgés de 15 à 24 ans, dans le monde.

S'exprimant dans le cadre d'un panel ayant pour thème «Éviter la perte d'une génération» lors du forum, M. Somavia a déclaré que la crise de l'emploi des jeunes avait atteint des dimensions inédites et intolérables, avec quatre chômeurs sur dix dans le monde qui sont des jeunes, hommes ou femmes.

Il a rappelé que le principal facteur à l'origine de cette crise était l'atonie de la demande au niveau international et, dans certains cas, au niveau national. Il a indiqué qu'il était temps de se concentrer sur des stratégies proemploi en faveur des jeunes qui pourraient en fin de compte soutenir la consommation, stimuler la demande, promouvoir la croissance et créer davantage d'emplois.

Cette priorité ne doit pas seulement figurer à l'ordre du jour des gouvernements mais aussi à celui des entreprises et du secteur privé, a déclaré M. Somavia, ajoutant que la toute première contrainte qui pèse sur les petites et moyennes entreprises pour embaucher des jeunes est la difficulté d'accès au crédit.

Le Directeur général de l'OIT a également fait référence au rôle primordial de l'éducation et de la formation, surtout en période de crise, précisant que les gouvernements devraient travailler en étroite collaboration avec le secteur privé afin de réduire les décalages de compétences. Certains PDG participant au Forum de Davos ont fait part de leurs difficultés à remplir

certains postes en dépit du niveau élevé du chômage.

M. Somavia a cité l'Allemagne, l'Autriche, le Danemark, la Suisse et la Norvège, qui offrent des systèmes d'apprentissage dual, alliant l'enseignement scolaire et la formation en entreprise, comme autant d'exemples efficaces d'adéquation des compétences.

Il a également souligné la nécessité de proposer une large gamme d'incitations pour favoriser l'emploi des jeunes: subventions à l'embauche, bourses de formation, services de reconversion pour faciliter la transition entre deux emplois, y compris l'orientation de carrière, des contacts effectifs avec les entreprises et des conseils sur la préparation des entretiens d'embauche.

En outre, il a plaidé pour la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes et des partenariats entre les services publics d'emploi et les agences privées. De récents programmes d'emploi public innovants ont fait preuve de leur efficacité en fournissant emploi et protection sociale aux jeunes qui vivent dans la pauvreté, tout en créant des infrastructures à petite échelle pour augmenter la productivité dans les économies défavorisées (SNGR en Inde, programmes de travaux publics en Afrique du Sud, en Ethiopie, au Kenya et au Mali).



© PHOTO OIT

Selon M. Somavia, de jeunes travailleurs du monde entier ont perdu espoir dans le modèle actuel. L'économie mondiale ne travaille tout simplement pas pour eux. Ce désenchantement est perceptible de bien des manières, en particulier par les mouvements de protestation des jeunes qui se sont multipliés au fil des mois et ont touché un millier de villes dans 82 pays.

Les revendications d'emplois décents, de justice sociale et de dignité, d'un côté, et la colère contre les inégalités et la cupidité, de l'autre, ont été les mots d'ordre de ces manifestations et pourraient donner lieu à plus d'instabilité politique et sociale, a déclaré M. Somavia, ajoutant qu'une véritable transformation était indispensable pour réformer les politiques actuelles. ■



© APEX/OIT

15^e Réunion régionale Asie-Pacifique de l'OIT

Recommandations pour parer aux conséquences de la tourmente économique mondiale en matière d'emploi

En décembre dernier, les représentants des gouvernements, des travailleurs et des employeurs des pays arabes, asiatiques et du Pacifique ont clôturé une réunion de quatre jours à Kyoto, au Japon, au cours de laquelle ils ont discuté des méthodes dont dispose la région pour parer aux conséquences de l'incertitude économique actuelle.

Dans les conclusions adoptées en clôture de la 15^e Réunion régionale de l'Asie et du Pacifique de l'OIT, les délégués ont décidé que l'emploi et le soutien au travail décent devaient être au cœur des politiques de développement et de croissance soutenue, durable et équilibrée.

Ils ont préconisé des plans stratégiques (basés sur le Pacte mondial pour l'emploi de l'OIT) afin de promouvoir une croissance équitable et riche en emplois. A cet égard, l'implication des mandants tripartites de l'OIT (gouvernements, organisations d'employeurs et de travailleurs) est essentielle, de même qu'un dialogue social effectif et la promotion de la négociation collective. L'amélioration de la productivité doit être le fondement de meilleures conditions de vie et de travail, d'une hausse des revenus et de possibilités de travail décent accrues.



Les mesures destinées à améliorer la capacité à gérer la situation économique mondiale qui se détériore comprennent le soutien aux entreprises durables et aux investissements à haute intensité d'emploi, le développement de mécanismes de salaire minimum, la construction de véritables socles de protection sociale, la promotion d'une croissance respectueuse de l'environnement et des emplois verts, et des politiques destinées à faire face aux problèmes liés à l'emploi des jeunes et aux migrations de main-d'œuvre.

La réunion recherche aussi des moyens pour mettre en œuvre des politiques sociales et d'emploi qui atténuent les effets des catastrophes naturelles dont la région Asie-Pacifique est particulièrement coutumière. Les délégués ont remercié le gouvernement japonais d'avoir organisé une session spéciale



sur ce thème qui leur a permis de partager leurs connaissances et de tirer d'importantes leçons en matière de politiques de l'emploi et de réponses aux catastrophes.

La réunion a également accueilli le lancement asiatique du Rapport Bachelet *Un socle de protection sociale pour une mondialisation équitable et inclusive*, présenté par l'un des membres du Groupe consultatif, M^{me} Sudha Pillai, secrétaire d'Etat à la Commission de planification en Inde. «Instaurer de véritables socles de protection sociale en fonction des circonstances nationales» figurait parmi les priorités identifiées par les conclusions de la réunion régionale.

«Cette région a été la plus dynamique du monde d'un point de vue économique mais la croissance n'a pas généré le nombre d'emplois décents escomptés», a constaté Sachiko Yamamoto, directrice régionale de l'OIT pour l'Asie et le Pacifique. «La plupart des économies en développement de la région ont des populations en âge de travailler qui grossissent rapidement, mais nous n'obtenons souvent que 1 ou 2 pour cent de croissance de l'emploi pour 6 ou 7 pour cent de croissance de la production. Donc si la croissance du PIB tombe au-dessous de 6 pour cent, la région ne produira pas suffisamment d'emplois pour répondre aux besoins de ceux qui cherchent du travail, en particulier les jeunes.»

«Même avant la tourmente actuelle, cette croissance n'était pas équitablement partagée et les inégalités se creusaient. Ces inégalités menaceront le progrès économique et social si elles ne sont pas réparées», a-t-elle ajouté.

Les partenaires tripartites ont relevé la corrélation entre les récents événements survenus dans les pays arabes et les conséquences de l'exclusion sociale, du manque d'emplois décents et du non-respect

des droits fondamentaux. Ils ont reconnu l'importance de l'Agenda pour le travail décent en vue de répondre aux revendications largement partagées en faveur de la justice sociale, de la dignité, d'emplois décents, du respect des droits fondamentaux et de la fin de l'exclusion économique. Ils se sont mis d'accord pour intensifier leurs efforts en vue de la ratification et de la mise en œuvre des principales normes du travail.

«C'est une région dynamique qui est confrontée à d'immenses défis. Veiller à ce que le travail décent et le plein emploi soient au cœur du développement durable sera primordial», a affirmé M^{me} Nada Al-Nashif, directrice régionale de l'OIT pour les pays arabes. «Notre région a besoin d'une croissance qui crée davantage d'emplois de meilleure qualité et qui garantisse aux plus vulnérables qu'ils seront protégés en travaillant pour sortir de la pauvreté et de l'informalité. Le dialogue social et une coopération efficace, le rassemblement des gouvernements, des employeurs et des travailleurs doivent être nos maîtres mots pour parvenir à ces objectifs et répondre aux aspirations de la jeunesse actuelle et des futures générations.»

Plus de 410 délégués, représentant les gouvernements, les employeurs et les travailleurs en provenance de 38 pays, ont participé à cette 15^e Réunion régionale de l'Asie et du Pacifique qui a été inaugurée par S.E. Yoshihiko Noda, Premier ministre du Japon, et par Juan Somavia, Directeur général de l'OIT. Parmi les autres intervenants de marque figuraient S.E. Jose Luis Guterres, Vice-Premier ministre du Timor-Leste, D^r Ahmed Luqman, Directeur général de l'Organisation arabe du travail, et le D^r Surin Pitsuwan, Secrétaire général de l'ANASE. ■

Toutes les photos: © M. Crozet/OIT





Fonds de l'ONU pour les droits des handicapés



© Photo OIT

L'Organisation internationale du Travail (OIT) va jouer un rôle actif dans la mise en œuvre d'un nouveau fonds récemment institué par six agences des Nations Unies en vue de promouvoir les droits des personnes handicapées et d'aider les pays à améliorer leurs politiques, à collecter des données et à dispenser des services aux personnes porteuses de handicap.

Le fonds a été créé dans le but d'amplifier l'action de l'ONU au nom des personnes handicapées dont le nombre est estimé à plus d'un milliard, soit 15 pour cent de la population mondiale, selon le *Rapport mondial sur le handicap* de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et de la Banque mondiale.

Le «Fonds du Partenariat des Nations Unies pour la promotion des droits des personnes handicapées» (PPDPH) est lancé par six organismes de l'ONU dotés d'une solide expertise en matière de promotion et de protection des droits des personnes handicapées: le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) et le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU (DAES), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'Organisation internationale du Travail (OIT) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS). En tant que membre du conseil d'administration et du comité de gestion du PPDPH, l'OIT prendra une part active à l'étude des propositions de financement et de soutien aux niveaux mondial et national. Le premier appel à propositions est attendu pour le mois d'avril de cette année.

Promouvoir un socle de protection sociale

Le 15 décembre dernier, la Présidente du Brésil, Dilma Rousseff, a reçu des mains de Michelle Bachelet, Directrice exécutive de l'ONU Femmes, la version portugaise du rapport *Un socle de protection sociale pour une mondialisation équitable et inclusive*. Celui-ci appelle à instaurer un socle de protection sociale afin de stimuler la croissance économique et d'accroître la cohésion sociale au vu de la crise économique. Le concept de socle de protection sociale adopté par les Nations Unies et le G20 représente une politique intégrée et coordonnée alliant un transfert de revenus à un accès aux services de santé de base, à l'éducation, à l'assainissement, à l'alimentation, à l'emploi et au logement, entre autres.

L'OIT, en coopération avec d'autres agences des Nations Unies, s'emploie à éradiquer l'extrême pauvreté à l'échelle mondiale par le biais de programmes qui combinent des transferts de ressources, l'accès à des services essentiels et l'insertion productive sous la forme de socles sociaux – le programme Brésil sans pauvreté en est une illustration. M^{me} Bachelet, l'ancienne Présidente du Chili, dirige aussi le Groupe consultatif sur le socle de protection sociale qui a préparé le rapport publié par l'OIT.



© UNWOMEN

Le chômage urbain recule en Amérique latine



© M. Crozet/OIT

En Amérique latine et dans les Caraïbes, le taux de chômage urbain a continué de reculer en 2011, atteignant un niveau historiquement bas de 6,8 pour cent, selon la dernière version du rapport annuel de l'OIT pour la région, *Panorama du travail*, qui alerte sur la nécessité de s'attaquer au problème de l'amélioration de la qualité des emplois. Cependant, cette tendance à la baisse pourrait prendre fin en 2012 vu le ralentissement prévu de la croissance économique régionale, ce qui maintiendrait le taux à 6,8 pour cent cette année.

Le *Panorama du travail 2011* pour l'Amérique latine et les Caraïbes attire également l'attention sur l'impérieux besoin de s'attaquer aux problèmes tels que le chômage des jeunes, l'informalité chronique, le faible niveau de couverture de sécurité sociale, et sur la nécessité de lutter contre la pauvreté en zone rurale grâce au travail. Le rapport met aussi en évidence la persistance d'un secteur informel de l'économie avec au moins 50 pour cent de la population urbaine occupant des emplois informels, généralement mal rémunérés, dans des conditions de travail précaires, sans protection sociale ni accès aux droits sociaux.

Les statistiques établies à partir de données en provenance de 16 pays montrent que sur 93 millions de personnes vivant dans la précarité, 60 millions sont employés dans le secteur informel, dans des usines qui ne sont pas officiellement déclarées, 23 millions ont un emploi informel dépourvu de protection sociale bien qu'ils travaillent dans le secteur formel, et 10 millions sont des travailleurs domestiques.

Partenariat OIT-Fondation MasterCard



L'OIT et la Fondation MasterCard ont conclu un partenariat unique destiné à promouvoir le travail décent pour les jeunes qui sont confrontés à une aggravation de la crise de l'emploi, caractérisée par un chômage élevé, la pauvreté au travail et le découragement de la jeunesse.

Le partenariat «Work4Youth», signé pour cinq ans et 14,6 millions de dollars, va renforcer la prise de conscience des problèmes auxquels les jeunes sont confrontés en quittant l'école pour le monde du travail. Le partenariat contribuera à améliorer la formulation de politiques et de programmes en faveur de l'emploi des jeunes à l'échelle mondiale.

Grâce au partenariat «Work4Youth», des enquêtes sur la transition école-travail seront menées dans 28 pays à travers cinq régions. Ces enquêtes viendront enrichir l'information disponible, actuellement limitée, sur les difficultés rencontrées par les jeunes au cours de cette transition vers le travail décent, surtout dans les pays en développement. Les données et informations ainsi collectées seront incorporées dans une série de rapports analytiques nationaux, régionaux et mondiaux sur le travail des jeunes. Ces rapports ont pour vocation d'aider les responsables politiques et les professionnels travaillant sur les questions de l'emploi des jeunes et de la transition école-travail à élaborer des programmes en connaissance de cause et à prendre des décisions politiques appropriées pour répondre aux besoins des jeunes.



Potentiel de création d'emplois verts

La création d'emplois verts dans les énergies renouvelables, l'agriculture, la foresterie et la pêche durables, les transports, la gestion des déchets et le secteur du bâtiment, contribue à atténuer les effets du changement climatique et génère en parallèle des bénéfices sociaux. Le 2 décembre 2011, en marge de la 17^e Conférence des parties à la convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique à Durban, en Afrique du Sud, l'OIT et l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) ont organisé un débat interactif sur «Emplois verts et atténuation du changement climatique». Ce débat a permis de confronter les différents points de vue, de partager les nouvelles découvertes de la recherche et les informations concernant

des secteurs pouvant accueillir des emplois verts, et d'identifier les avantages et les inconvénients que représente pour les pays la transition vers l'économie verte. Cette discussion faisait partie d'une série de débats sociaux organisés sous l'égide des 20 agences de l'ONU qui composent l'Equipe de l'ONU sur les dimensions sociales du changement climatique.



My.COOP: gérer les coopératives agricoles

Pour célébrer l'Année internationale des coopératives 2012, l'OIT a lancé un nouveau module de formation intitulé My.COOP et un programme sur la gestion des coopératives agricoles.

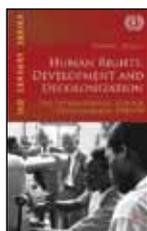
L'objectif du module de formation est de permettre aux personnes qui gèrent, ou pourraient gérer, des coopératives agricoles d'identifier et de traiter les principaux problèmes auxquels sont confrontées les coopératives dans un modèle de développement agricole orienté vers le marché. My.COOP s'appuie sur le constat qu'une bonne gestion permet aux coopératives d'offrir à leurs membres des services effectifs, efficaces et de haute qualité. De plus, des coopératives agricoles bien gérées peuvent également apporter leur contribution à d'autres grands enjeux de développement comme l'insécurité alimentaire, l'usage durable des ressources naturelles et la création d'emplois inclusifs.

L'initiative de partenariat My.COOP a été lancée par le Fonds d'aide aux coopératives en Afrique et le Programme de l'OIT pour les coopératives. Aux côtés du Centre de l'OIT de Turin, le partenariat concerne plusieurs instituts de formation africains et latino-américains, la FAO, le PAM, le Royal Tropical Institute, l'université et le centre de recherche Wageningen et Agriterria, entre autres. Cette initiative s'appuie sur la réussite du Programme MATCOM (Matériels et techniques de formation pour la gestion des coopératives) de l'OIT de 1978 au début des années 1990 qui avait mis au point plus d'une quarantaine d'outils de formation.

Le module My.COOP comporte les dernières informations en date sur la gestion des coopératives agricoles et propose de nouvelles méthodologies destinées à faciliter le transfert de connaissances comme l'apprentissage mobile ou l'apprentissage à distance pour les futurs formateurs de My.COOP. Il est disponible sur la plateforme My.COOP: www.agriculture-my.coop. Des adaptations aux réalités locales et à d'autres secteurs comme les coopératives du secteur minier de Bolivie par exemple sont en cours. My.COOP sera bientôt disponible en espagnol et en arabe.

Pour de plus amples informations, vous pouvez contacter: coop@ilo.org et pour les cours en ligne: mycoop@itcilo.org

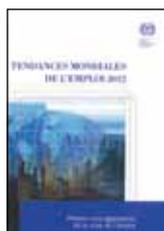
Médiathèque



Human Rights, Development and Decolonization. The International Labour Organization, 1940-70

Par Daniel R. Maul
OIT, Genève, 2012
ISBN 978-92-2-121991-0
100 \$, 80 €, 85 CHF

L'importance historique des organisations internationales est l'une des dimensions de l'histoire du XX^e siècle les moins étudiées par la recherche. L'étude de Daniel Maul consacrée au rôle de l'OIT pendant la phase cruciale de la décolonisation (de 1940 à 1970) ouvre de nouvelles perspectives sur le sujet. Présenté avec clarté, fondé sur une méthodologie novatrice et une grande diversité de sources, l'ouvrage établit clairement la contribution de l'OIT aux débats qui ont accompagné la dislocation des empires coloniaux européens et le processus de construction des Etats-nations qui s'est ensuivi.



Tendances mondiales de l'emploi 2012. Prévenir une aggravation de la crise de l'emploi

OIT, Genève, 2012
ISBN 978-92-2-224924-4
35 \$, 25 €, 30 CHF
Egalement disponible
en anglais et en espagnol

Le rapport annuel sur *Les tendances mondiales de l'emploi* (GET) fournit les dernières estimations régionales et mondiales disponibles sur l'emploi et le chômage, l'emploi par secteur, l'emploi vulnérable, la productivité du travail et la pauvreté au travail; il analyse également les problèmes et les tendances du marché de l'emploi à l'échelle des pays. Le rapport fait état de l'évolution du marché du travail et des thèmes émergents alors que le monde continue de se battre pour instaurer une reprise durable après la crise économique et de l'emploi mondiale.



Classification internationale type des professions 2008 (CITP-08)

OIT, Genève, 2012
ISBN 978-92-2-125952-7
A paraître (prix à confirmer).
Egalement disponible
en anglais et en espagnol

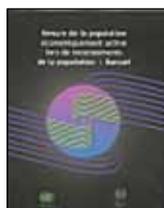
La Classification internationale type des professions 2008 (CITP-08) est une classification structurée en quatre niveaux hiérarchiques qui couvre tous les emplois du monde. Elaborée grâce à l'expérience accumulée au niveau national et international, avec l'aide de spécialistes de nombreux pays et agences, la CITP-08 est reconnue comme la norme de référence pour les statistiques internationales du travail à laquelle la communauté internationale souscrit pleinement.



Stress Prevention at Work Checkpoints: Practical improvements for stress prevention in the workplace

OIT, Genève, 2012
ISBN 978-92-2-125637-3
35 \$, 30 €, 35 CHF

Le stress lié au travail est l'un des principaux problèmes que rencontrent de nombreux pays. Les effets négatifs du stress sont multiples et peuvent se traduire par des maladies circulatoires et gastro-intestinales ou des problèmes physiques, psychosomatiques et psychosociaux. Cette publication sera une lecture utile pour les autorités nationales, les dirigeants d'entreprises ou d'organisations, les syndicats, les praticiens de la santé et de la sécurité au travail, et pour d'autres acteurs qui sont concernés par la prévention du stress au travail.



Mesure de la population économiquement active lors de recensements de la population: manuel

OIT, Genève, 2012
ISBN 978-92-2-224105-7
56 \$, 40 €, 50 CHF
Egalement disponible
en anglais et en espagnol

Publié conjointement par l'OIT et les Nations Unies, ce manuel donne des orientations sur la mesure des caractéristiques économiques dans les recensements de population, en se basant sur les expériences pertinentes des pays; il met particulièrement l'accent sur les questions posées et les exigences à respecter pour le traitement des réponses.



Manuel sur la mesure du travail bénévole

OIT, Genève, 2011
ISBN 978-92-2-225070-7
30 \$, 20 €, 25 CHF
Egalement disponible
en anglais et en espagnol

Ce manuel présente une stratégie de collecte des données rentable et fiable pour mesurer le travail bénévole. Le manuel doit servir de référence aux statisticiens qui mesurent le travail bénévole, et servir de guide aux chercheurs, aux responsables politiques et à tous ceux qui souhaitent comprendre et utiliser les statistiques qui en résultent.



Building a Sustainable Job-rich Recovery

Institut international d'études sociales
OIT, Genève, 2011
ISBN 978-92-9014-984-2
28 \$, 20 €, 25 CHF

La Commission européenne et l'OIT ont conjugué leurs efforts pour répondre à la profonde crise qui a frappé l'économie mondiale en 2008. Le but de ce projet conjoint est d'étudier les politiques qui favoriseront un rétablissement économique rapide tout en donnant naissance à une économie mondiale plus équitable, durable et respectueuse de l'environnement. Un premier rapport, *Building a Sustainable Job-rich Recovery*, examine les origines de la grave crise économique et financière de 2008 qui continue de peser sur les performances du marché du travail à travers la planète.



Towards a Greener Economy: The Social Dimensions

Institut international d'études sociale
OIT, Genève, 2011
ISBN 978-92-9014-986-6
28 \$, 20 €, 25 CHF

La Commission européenne et l'OIT ont conjugué leurs efforts pour répondre à la profonde crise qui a frappé l'économie mondiale en 2008. Le but de ce projet conjoint est d'étudier les politiques qui favoriseront un rétablissement économique rapide tout en donnant naissance à une économie mondiale plus équitable, durable et respectueuse de l'environnement. Le second rapport, *Towards a Greener Economy: The Social Dimensions*, vise à faire mieux comprendre la nature de l'économie verte et ses répercussions sur le marché du travail, surtout la réallocation des emplois des secteurs les plus polluants vers ceux qui le sont le moins.



e-OSH 2011: Bibliothèque électronique sur la sécurité et la santé au travail

DVD-Rom. Elaboré par le Service de la sécurité et de la santé au travail
OIT, Genève, 2011
ISBN 978-92-2-025037-2
80 \$, 60 €, 75 CHF
Trilingue anglais/espagnol/français

Ce DVD-Rom trilingue de grande valeur, élaboré par le Service de la santé et de la sécurité au travail (Safework) de l'OIT, vous donne un accès rapide à toute une série de documents de l'OIT sur la SST, en français, anglais et espagnol. Tout ce que vous voulez savoir sur la santé et la sécurité au travail (SST) en deux clics.



Convergences: travail décent et justice sociale dans les traditions religieuses

Instaurer le travail décent pour tous – favoriser dans le contexte de chaque société des possibilités de travail respectant la dignité humaine – est une nécessité absolue si l'on veut restaurer l'équilibre et mettre les valeurs humaines au cœur des choix politiques. Ce manuel met en évidence de grandes convergences entre les diverses religions et traditions spirituelles sur le thème du travail. La dignité, la solidarité et par-dessus tout le lien entre travail, justice sociale et paix nous rassemblent.

Le manuel est le premier résultat d'une rencontre entre Olav Fykse Tveit, Secrétaire général du Conseil œcuménique des églises, et Juan Somavia, le Directeur général de l'OIT, qui a eu lieu en 2010. A cette occasion, ces deux chefs d'institutions internationales ont estimé que leurs organisations

devaient entamer un voyage commun fondé sur la conviction et la certitude que la paix, la justice sociale et le monde du travail étaient étroitement liés. Le projet a bénéficié de la participation du Conseil pontifical Justice et Paix et de l'Organisation islamique pour l'éducation, les sciences et la culture.

Convergences: travail décent et justice sociale dans les traditions religieuses. Manuel.
ISBN 978-92-2-225816-1 (papier)
ISBN 978-92-2-225817-8 (pdf)
Organisation internationale du Travail, Genève, 2012.
Egalement disponible en anglais, arabe et espagnol.
<http://www.ilo.org/pardev/lang-en/index.htm>

ET LES JEUNES ALORS?

